VIOLENCE ET VANDALISME
AU STADE DE CONSTANTINE :

52 personnes en détention provisoire et de lourds griefs retenus

page 3

ED DIWAN

N°1682

Quotidien national d'informations culturelles | Mardi 11 Juin 2024 | - Prix : 15 DA Tirage 2000

UNION AFRICAINE :

Ouverture des travaux du C10 sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies

page 2

Actualité

ALLOCUTION INAUGURALE D'AHMED ATTAF AU C10 :
L'Afrique veut une réforme du Conseil de sécurité 2

REUNION MINISTERIELLE DU C10 :
Le président de la République reçoit les chefs de délégation 2

AIEA :
L'Algérie réaffirme le droit des Etats membres à bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire 3

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES :

L'Algérie condamne le massacre barbare dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza

p3

UNION AFRICAINE :

Ouverture des travaux du C10 sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies

Les travaux de la 11ème Réunion ministérielle du Comité des dix chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (C10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies ont débuté lundi, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger).

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a ouvert les travaux de cette réunion lors de laquelle l'Algérie réaffirmera son engagement d'œuvrer, aux côtés du C10, à poursuivre le travail dans le cadre du processus de réforme du Conseil de sécurité, à réparer l'injustice historique imposée à l'Afrique et à veiller à ce que le Conseil dispose de davantage de légitimité et réponde avec efficacité aux défis croissants liés à la paix et à la sécurité. L'Algérie avait, déjà, souligné, à maintes occasions, son engagement à contribuer aux efforts de renforcement et de promotion d'une position africaine unifiée, concernant la question de réforme du Conseil de Sécurité, notamment en sa qualité de membre non permanent de cet appareil onusien, et ce, selon une approche globale et intégrée visant à réparer l'injustice historique imposée au continent africain. Une réunion préparatoire s'est tenue, dimanche, au niveau des experts en séances à huis clos, avec au menu un état des lieux sur les négociations gouvernementales internationales, outre la présentation et le débat du document final, avant son adoption. Crée en 2005, le C10 est composé de dix (10) pays africains, à savoir l'Algérie, la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Kenya, la Libye, la Namibie, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Sénégal et la Zambie. Il est chargé de renforcer et de soutenir la position africaine unifiée dans les négociations gouvernementales en cours dans le cadre de l'ONU sur la réforme du Conseil de sécurité.

ALLOCUTION INAUGURALE D'AHMED ATTAF AU C10 :

L'Afrique veut une réforme du Conseil de sécurité

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a affirmé, lundi à Alger, que l'Afrique veut une réforme du Conseil de sécurité qui lève l'injustice historique qui lui est imposée et place cet organe onusien à l'abri des tiraillements et des divisions qui ont occulté son rôle, soulignant que c'est tout le système international qui est lésé à travers la marginalisation de l'Afrique au sein de ce conseil. Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 11e Réunion ministérielle du Comité des dix chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (C10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), M. Attaf a indiqué que cette rencontre "se tient, aujourd'hui, dans un contexte international d'une gravité et d'une complexité extrêmes, un contexte qui a remis au premier plan des priorités impérieuses, le dossier de la réforme de l'organe central de notre organisation onusienne, à savoir le Conseil de sécurité." Le ministre a également indiqué que la réforme du Conseil de sécurité international "est souhaitée et revendiquée par tous, mais pas avec la même mesure ni avec les mêmes objectifs nobles et constructifs sur lesquels repose la position africaine commune", soulignant que "l'Afrique veut une réforme qui élimine l'injustice historique qui lui est imposée, étant le seul absent aux sièges permanents du Conseil, et le moins représenté aux sièges non permanents au sein du même Conseil". Et d'ajouter: "L'Afrique veut une réforme qui redonne au Conseil son rôle et son efficacité dans le sillage des crises et des conflits successifs qui s'accumulent, aux niveaux régional et international et face à la stérilité des initiatives diplomatiques pour l'élaboration des solutions et règlements escomptés". "l'Afrique, a-t-il insisté, veut une réforme qui place le Conseil à l'abri des tiraillements, des divisions et des polarisations qui ont occulté son rôle à un moment où l'on peut dire que le monde entier a besoin, plus que jamais, de ce mécanisme onusien central, en tant que garant de la légitimité internationale et des principes du droit international et en sa qualité de premier responsable de la sécurité du monde. M. Attaf a rappelé qu'il y a de nombreux exemples qui témoignent de la situation grave et exceptionnelle que traversent les relations internationales à l'heure actuelle, soulignant que "Ghaza, résistante et résiliente, fait face à une guerre génocidaire depuis plus de huit mois, sans que le Conseil de sécurité puisse mettre fin à l'agression israélienne féroce qui lui est infligée, ou tout au moins lui fournir les moyens de secours et de survie". "Notre continent connaît une recrudescence inquiétante des foyers de tension et de conflit qui affectent ses cinq régions, sans exception, au milieu des risques croissants d'ingérence étrangère devenue désormais un élément clé pour attiser les conflits et nourrir les divisions entre les enfants d'une même nation et d'une même organisation", a-t-il dit, soulignant que "le monde dans sa globalité connaît un déséquilibre des forces, un recul des valeurs et un recours croissant et préoccupant à la force au détriment des intérêts communs et du respect mutuel selon les principes de +l'intérêt général international+". "Si une telle situation, avec tout ce qu'elle peut entrainer comme risques et conséquences, ne nécessite pas une réforme du Conseil de sécurité, alors quand et pour quelles autres raisons devrait-elle avoir lieu?", s'est interrogé le ministre, précisant que l'Algérie "croit fermement qu'une réforme du Conseil de sécurité s'impose aujourd'hui et pas demain, et que cette réforme n'aura de sens que si elle place au cœur de ses objectifs la satisfaction des revendications de l'Afrique, en distinguant le prioritaire de l'accessoire". M. Attaf a précisé que "ce que l'Afrique revendique travers le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte revêt un caractère prioritaire clair et indiscutable", estimant que "les revendications africaines ne doivent pas rester otages de l'impasse actuelle dans les négociations gouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité en raison des positions divergentes des autres blocs, qu'il est difficile voire impossible de concilier".

REUNION MINISTERIELLE DU C10 :

Le président de la République reçoit les chefs de délégation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, les chefs de délégation participant à la 11e Réunion ministrielle du Comité des dix Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine (C10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unis. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem.

MDN :

Le secrétaire général reçoit l'ambassadeur du Canada en Algérie

Le secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Mohamed Salah Benbicha, a reçu en audience au siège du ministère, l'ambassadeur du Canada en Algérie, Callan Michael, indique lundi un communiqué du MDN. « Monsieur le Général-Major Mohamed Salah Benbicha, Secrétaire général du ministère de la Défense nationale a reçu en audience, dimanche 09 juin 2024, au niveau du siège du ministère de la Défense nationale, son Excellence l'ambassadeur du Canada en Algérie, Monsieur Callan Michael », précise la même source. A l'occasion, les deux parties « ont tenu des discussions bilatérales portant sur les domaines d'intérêt commun, et ce en présence d'officiers généraux du MDN et de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire », note le communiqué.

PRESIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE :

Début du retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles

Plusieurs personnes désirant se porter candidats à la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain ont procédé dimanche au retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles au niveau du siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à Alger. Dans l'objectif de faciliter l'opération de retrait des formulaires de souscription, l'ANIE a pris toutes les mesures réglementaires nécessaires tout en répondant, immédiatement, aux demandes des personnes désirant à se porter candidats et de leurs représentants, a déclaré dimanche à la presse le président de l'ANIE, Mohamed Charfi. Il a en outre fait savoir que "les fiches de souscription sont dotées d'un numéro de série et sont répertoriées au niveau de l'ANIE au nom du postulant afin de barrer la route à toute tentative de fraude", ajoutant que "ces fiches sont suivies au jour le jour grâce à une application informatique mise en place par l'ANIE, de manière à ce que ces formulaires ne soient pas utilisés par d'autres postulants". Le premier jour de l'opération de retrait des formulaires de souscription a connu l'affluence de nombre de personnes désirant à se porter candidats, à l'instar du secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, candidat de l'"Alliance: Stabilité et Réforme" et du candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif. Elle a ajouté que "les postulants à la candidature, ou leurs représentants, peuvent se présenter directement au siège de l'ANIE, munis des documents justificatifs (lettre d'intention de candidature adressée au président de l'ANIE, reçu de dépôt de la caution, photo récente, copie de la carte d'identité nationale, et une autorisation au bénéfice du représentant du candidat) ou prendre rendez-vous pour retirer les formulaires de souscription des signatures individuelles via la plateforme de l'ANIE sur le lien suivant: https://rdv2024.ina-elections.dz".

ED-DIWAN
Quotidien National d' Informations
Edité par EURL Société Seghir de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice de la publication
FATIMA-ZOHRA SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes et les photographies envoyés ou remis à la rédaction ne peuvent être rendus ni faire l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tout article sauf accord de la direction du journal.

AIEA :

L'Algérie réaffirme le droit des Etats membres à bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, l'ambassadeur Larbi Latroche, a affirmé lors de sa participation aux travaux de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le droit «inaliénable» et «intangible» des Etats membres de bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, mettant en exergue le rôle remarquable de l'Algérie dans le renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires.

La session, qui s'est tenue à Vienne du 3 au 7 juin, a été l'occasion pour le représentant de l'Algérie de mettre l'accent sur «le droit inaliénable et intangible des Etats membres à bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le rôle fondamental de l'AIEA, conformément à ses statuts, dans le renforcement des utilisations pacifiques, à travers le programme de coopération technique». Il a, également, mis en avant «l'importante contribution des technologies et des applications nucléaires dans la réalisation du développement durable dans les pays émergents, en particulier en Afrique, conformément à leurs besoins et priorités nationaux», citant les efforts nationaux à cet égard, notamment dans les domaines de la santé, de la lutte anti-cancer, de l'agriculture, de l'environnement et de la gestion de l'eau. Le diplomate a mis en exergue le rôle remarquable de l'Algérie dans le renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires, notamment à travers sa présidence tournante de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et des technologies nucléaires (AFRA), en sus de la contribution des quatre centres nationaux désignés dans le cadre de cet accord régional. Il a, également, salué le réel accompagnement de l'Algérie des initiatives du DG de l'Agence visant à propulser le rôle de cette dernière dans la réalisation des objectifs du développement durable (ODD), notamment celle appelée «Rayons d'Espoir» liée au renforcement des capacités en matière de lutte anti-cancer, à travers son Centre collaborateur de la région d'Afrique. Pour rappel, l'Agence avait classé en septembre 2023, les deux centres anti-cancer relevant du CHU «Mustapha Bacha» et du CHU de «Bab El Oued» comme Centre collaborateur pour la région Afrique, et ce dans le cadre de l'initiative «Rayons d'Espoir», et en reconnaissance à l'approche algérienne dans le cadre de la promotion de l'utilisation des applications nucléaires dans le domaine de la santé et de la lutte anti-cancer conçues conformément aux rientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le représentant de l'Algérie a saisi l'occasion pour exprimer la condamnation vigoureuse, de la part l'Algérie, du génocide commis par l'entité sioniste contre le peuple palestinien ainsi que ses efforts continus, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, visant à imposer un cessez-le-feu et faire appliquer les décisions de la Cour internationale de Justice (CIJ), outre l'action inlassable de l'Algérie afin de permettre à l'Etat de Palestine de jouir de la qualité de membre de plein droit à l'ONU et dans d'autres organisations internationales. A noter que l'Algérie a participé à la réunion de Vienne en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'IAEA.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES :

L'Algérie condamne le massacre barbare dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza

L'Algérie a condamné, lundi, "dans les termes les plus forts et les plus énergiques" le massacre barbare commis par l'entité sioniste, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne dans les termes les plus forts et les plus énergiques le massacre barbare commis par l'entité spoliatrice, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, et la poursuite par celle-ci de ces crimes ignobles qui redoublent de férocité, au mépris flagrant de la communauté internationale et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies", lit-on dans le communiqué. "Face à cet énième épisode de la série de crimes odieux commis par l'occupation israélienne brutale, l'Algérie souligne l'impératif pour le Conseil de sécurité d'assumer les responsabilités qui lui incombent dans l'arrêt de l'agression sioniste, la protection du peuple palestinien dans son épreuve qui se poursuit et la fin de l'impunité dont jouit l'occupation de peuplement israélienne, qui échappe à toute reddition de comptes et à toute sanction", ajoute la même source. L'Algérie "appelle également les instances judiciaires internationales à accélérer le jugement des criminels responsables de ces massacres, qui constituent une marque d'infamie pour l'humanité", conclut le communiqué.

VIOLENCE ET VANDALISME AU STADE DE CONSTANTINE :

52 personnes en détention provisoire et de lourds griefs retenus

Le parquet de la République près le tribunal de Constantine a annoncé, ce dimanche, que 15 autres mis en cause ont été placés en détention provisoires, pour actes de violence et de vandalisme survenus la semaine dernière au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine. Le parquet a expliqué, dans un communiqué, que dans le cadre des investigations qui se sont poursuivies avec les autres individus cités dans l'enquête pour actes criminels, quinze (15) mis en cause ont été déferrés devant le Parquet, contre lesquels une information judiciaire a été ouverte pour crimes de mise en feu des biens de l'Etat et d'actes de vandalisme et de destruction portant préjudice à la sécurité et à l'ordre public. Le parquet précise que ces actes ont été commis dans le cadre d'un groupe criminel organisé outre les délits d'incitation à la haine et à la violence. Dans son communiqué, le procureur ajoute que les mis en cause sont poursuivis également pour création, gestion et supervision d'un compte électronique destiné à la publication d'informations et d'idées incitant à la discrimination et à la haine, agressivité et violence avec préméditation contre des agents de la force publique durant l'accomplissement de leurs missions, et port d'armes blanches. Le communiqué souligne qu'après audition des mis en cause par le juge d'instruction, ce dernier a ordonné de les placer en détention provisoire. Dans un précédent communiqué, le tribunal de Constantine avait déjà annoncé le placement en détention provisoire de 37 prévenus. A rappeler que le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Constantine a assuré que les récents incidents survenus au stade Chahid Hamlaoui ont provoqué des dégâts estimés à plus de 25 milliards de centimes.

MINISTERE DE L'ENERGIE :

Arkab reçoit la vice-présidente de la société sud-coréenne JP Energy Global

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, la vice-présidente de la société sud-coréenne JP Energy Global, Kim Jeong Hwa, avec laquelle il a examiné possibilités de coopération et d'investissement en Algérie dans le secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de nombre de ses cadres, M. Arkab et Mme Jeong Hwa ont discuté des possibilités de coopération dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans le domaine du gaz naturel et de la commercialisation du gaz naturel liquéfié et du pétrole brut", a précisé la même source. Les deux parties ont également évoqué d'autres volets de coopération entre Sonatrach et JP Energy Global, notamment en matière d'échange d'expertises et de solutions technologiques de pointe dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, a conclu le communiqué.

HYDROCARBURES :

Sonatrach et Sinopec affirment leur volonté de renforcer le partenariat

Le groupe Sonatrach et le groupe chinois Sinopec ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération et le partenariat bilatéral dans le domaine des hydrocarbures, notamment en matière de technologies d'exploitation et de fabrication d'équipements, a indiqué lundi un communiqué de Sonatrach. C'était lors de la visite que le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, effectuait en Chine du 6 au 11 juin, dans le cadre du renforcement du partenariat liant le Groupe à ses partenaires chinois activant dans les domaines de l'énergie, de la numérisation et des technologies de l'information. Dans le cadre de la visite qu'effectue M. Hachichi, accompagné d'une délégation de cadres dirigeants de Sonatrach, des rencontres bilatérales ont eu lieu, le 7 juin, avec le PDG de China National Petroleum Corporation CNPC et ses cadres dirigeants, outre une visite du Data center de cette compagnie, note le communiqué. A cette occasion, un mémorandum d'entente, concernant la chaîne de valeurs des hydrocarbures, a été signé avec le groupe chinois Sinopec, en plus d'une visite effectuée par la délégation à la compagnie « China Petrolium pipeline » CPP. Lors de cette visite de travail, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant ont effectué une visite de terrain au gisement gazier « fuling », exploité par le groupe « Sinopec » dans la région de Chongqing, plus grand gisement de gaz en Chine, avec une capacité de production annuelle allant jusqu'à 10 milliards de m3, selon la même source. Une rencontre a été organisée à l'occasion, consacrée à la présentation de l'expérience du groupe « Sinopec », « pionnière dans plus de 24 pays en matière de développement de l'industrie pétrolière et gazière dans le monde » , ainsi que son expertise en matière d'exploitation du gigantesque gisement « fuling ». La visite de la délégation accompagnant M. Hachichi à ce gisement a permis d'échanger les expertises avec les responsables du groupe chinois concernant les technologies et les techniques utilisées dans l'exploitation dudit gisement, précise le communiqué.

Installation des nouveaux directeurs généraux de la BNA et de la Cnep-Banque

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a installé, dimanche à Alger, les nouveaux directeurs généraux de la Banque nationale d'Algérie BNA et de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP Banque, respectivement Tamrabet Samir et Bouziani Sid Ahmed, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée au siège du ministère des Finances, M. Faid a félicité "les deux directeurs généraux pour leur nomination et leur a souhaité plein succès dans leurs nouvelles fonctions", a précisé la même source. A cette occasion, le ministre des Finances a rappelé "les défis majeurs auxquels ces deux institutions clés de l'écosystème économique national doivent faire face". A ce propos, il a relevé l'importance de la digitalisation, la diversification des services financiers et l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux citoyens, en assurant que "ces priorités sont essentielles pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur bancaire national". De leur côté, les deux nouveaux directeurs généraux ont exprimé "leur gratitude pour la confiance placée en eux, en s'engageant à déployer tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des contrats d'objectifs et de performance", selon le communiqué qui a noté que "leur expérience dans le secteur bancaire sera un atout précieux pour mener à bien les réformes et les projets ambitieux de modernisation".

Le nouveau directeur général de la BNA occupait précédemment le poste de directeur général de la CNEP Banque. Quant au nouveau directeur général de la CNEP Banque, il occupait le poste de secrétaire général de cette même institution, a fait savoir également le ministère. "La nomination de ces deux dirigeants témoigne de la volonté des pouvoirs publics de renforcer les capacités de leadership au sein des institutions financières nationales, dans le but de mieux répondre aux attentes des citoyens et de contribuer au développement économique du pays", a-t-on souligné encore de même source.

Lancement d'un nouvel espace en ligne au service des importateurs

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, samedi dans un communiqué, l'ouverture d'un nouvel espace au service des importateurs sur la plateforme du suivi du document de domiciliation bancaire pour les matières premières et les marchandises destinées à la revente en l'état. «Ce nouvel espace permet aux importateurs de soumettre leurs différentes préoccupations et interrogations relatifs aux procédures de domiciliation bancaire, à l'instar de la prolongation des délais, du changement de banque et de la modification des factures, facilitant ainsi l'opération visant à obtenir les informations requises avec rapidité et efficacité», note le communiqué. Ce nouvel espace intervient «dans le cadre du parachèvement de la numérisation des procédures administratives, pour une prise en charge optimale des préoccupations des opérateurs économiques, en plus de s'inscrire parmi les efforts du ministère qui tendent à améliorer les services offerts aux opérateurs économiques», selon la même source. Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations invite tous les importateurs à soumettre leurs préoccupations via ce nouvel espace, sans besoin de se déplacer vers les différents services concernés.

ENERGIE:

L'Algérie habilitée à jouer un rôle efficace dans l'approvisionnement du marché européen de l'hydrogène

Le Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Noureddine Yassaa a mis en exergue, jeudi à Alger, les grandes potentialités dont jouit l'Algérie en matière de production d'hydrogène et qui l'habilitent à jouer un rôle efficace et essentiel dans l'approvisionnement du marché européen en ce produit énergétique. Dans des déclarations à la presse, en marge de la cérémonie de clôture du projet de jumelage entre le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE) et un consortium germano-néerlandais, M. Yassaa a estimé que "le marché européen de l'hydrogène est très prometteur, dans le sens où les Européens ont élaboré des stratégies précises dans ce domaine, à l'horizon 2030, 2040 et 2050, confirmant l'existence d'une grande demande sur les énergies propres. L'Algérie, elle, dispose de grands atouts lui permettant de conclure des partenariats gagnant-gagnant". Selon le même responsable, l'Algérie avec ses potentialités importantes, peut être un acteur principal et un partenaire pivot dans la transition énergétique en cours dans les Etats de l'Union européenne (UE), lesquels tendent à atteindre la neutralité carbone en 2050, notamment à travers l'emploi large des énergies renouvelables et nouvelles. En plus de son rôle de premier plan sur le marché du gaz naturel et de ses immenses capacités dans le domaine de l'énergie solaire, l'Algérie œuvre à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement de l'hydrogène en parallèle à la préparation du projet "de grande envergure" du deuxième corridor sud de l'hydrogène, "SoutH2 Corridor", qui fournira cette nouvelle forme d'énergie à l'Europe via un corridor reliant l'Algérie à l'Allemagne en passant par la Tunisie, l'Italie et l'Autriche, selon le commissaire. Selon M. Yassaa, l'Algérie a franchi des étapes importantes dans la concrétisation de sa stratégie de développement de l'hydrogène, notamment en ce qui concerne les aspects règlementaires et législatifs, ainsi que la question des caractéristiques, sur laquelle l'équipe chargée de ce dossier a réalisé des progrès notables. A cela s'ajoute le volet de la formation et de la recherche scientifique, où l'hydrogène a été intégré dans plusieurs spécialités universitaires, avec le lancement de nombreux projets de recherche connexes, souligne le responsable. Il existe également trois projets pilotes en partenariat avec l'Allemagne, dont le projet d'Arzew d'une capacité de 51 mégawatts pour la production d'hydrogène vert et d'ammoniac. Ces projets contribuent à renforcer à la fois la sécurité énergétique et alimentaire en produisant des engrais propres.

Bentaleb s'entretient en Suisse avec son homologue turc

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, s'est entretenu, jeudi à Genève, avec son homologue turc, Vedat Isikhan, sur la coopération bilatérale et les projets futurs entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée en marge de la participation de M. Bentaleb aux travaux de la 112e session de la Conférence internationale du Travail, qui se tient à Genève du 3 au 14 juin, en présence de l'ambassadeur et représentant permanent de l'Algérie auprès du bureau de l'ONU à Genève et des organisations internationales en Suisse, Rachid Bladehane, et des délégations des deux pays, précise la même source. "Les entretiens ont porté sur la coopération algéro-turque dans le domaine du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, et sur les projets futurs et les moyens de promouvoir les relations bilatérales entre les deux pays frères", conclut le communiqué.

Belaribi inspecte les travaux de réalisation des infrastructures publiques au pôle urbain "Haouch Erih"

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a inspecté jeudi matin les différentes infrastructures publiques en cours de réalisation au pôle urbain "Haouch Errih" (Blida), a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite de terrain, le ministre s'est enquis de l'avancement des travaux de réalisation de l'école primaire, dont le taux a atteint 95%, et d'une polyclinique (80%), avant de se rendre au bureau de poste réalisé en un temps record de 65 jours et au commissariat de police bientôt finalisé, selon le communiqué. M. Belaribi a également inspecté l'avancement des travaux d'un CEM dont le taux de réalisation est à 65% et a instruit de "renforcer la main d'œuvre et d'accélérer la cadence de manière à permettre la finalisation des travaux avant l'été". Dans le même contexte, le ministre a insisté sur la nécessité de finaliser les travaux de réalisation de ces infrastructures avant le 5 juillet prochain. M. Belaribi s'est rendu, par ailleurs, au site des 2500 logements à Haouch Errih où il a ordonné le parachèvement du projet avant la fin du mois en cours" avec la réalisation de nouvelles infrastructures publiques à savoir 5 groupes scolaires, deux CEM et un lycée, ajoute le ministère.

PÉTROLE :

Le prix du Brent termine à 79,62 dollars

Les cours du pétrole ont terminé proche de l'équilibre vendredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août s'est effrité de 0,31%, à 79,62 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en juillet a lui fini quasiment inchangé (-0,02%), à 75,53 dollars.

ADRAR:

Importance d'accompagner l'activité entrepreneuriale et la dynamique économique

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, samedi à Adrar, la détermination de son secteur d'assurer l'accompagnement de l'activité entrepreneuriale et la dynamique économique que connaît la wilaya.

S'exprimant dans son allocution qu'il a prononcée, lors de l'ouverture d'un salon régional des micro-activités, organisé par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) au théâtre régional d'Adrar, M. Oualid a souligné que "son secteur s'attèle à accompagner l'activité entrepreneuriale et la dynamique économique que connaît la wilaya notamment dans l'agriculture et l'industrie". Cet accompagnement comprend la formation et le financement des porteurs de projets, ainsi il sera procédé en marge de son salon au lancement de la plateforme "Tamkine" dédiée à l'accompagnement de proximité et le financement des projets, en plus d'autres mesures qui ont été prises pour le financement des micro-entreprises, a-t-il ajouté. M. Oualid a indiqué dans ce sens qu'en application des instructions des hautes autorités du pays, il est prévu l'ouverture d'une antenne régionale relevant du Fonds algérien des start-ups (ASF) à Adrar, en plus de la préparation de l'organisation d'une rencontre nationale dans les prochains jours, sur les nouvelles technologies en agriculture, avec la participation de startups et porteurs de projets innovants, et ce, afin de permettre au secteur agricole de bénéficier de technologies développées localement, a-t-il fait savoir. Le ministre a, à cette occasion, souligné que son département ministériel accorde une grande importance à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes pour contribuer à la création de richesses et de l'emploi, notant que la wilaya d'Adrar a enregistré depuis 2020 le financement de plus de 1.500 micro-projets par le biais de l'ANGEM, dont 609 activant dans l'agriculture. A ce titre, le ministre a affirmé que son département s'engage à promouvoir le programme ambitieux initié par la wilaya dans l'agriculture, portant sur l'attribution de petites parcelles de terrain aux jeunes désireux de créer de micro-entreprises de production de la tomate au niveau du périmètre agricole Mraguen (Nord d'Adrar), tout en leur garantissant l'accompagnement nécessaire. M. Oualid a, en outre, estimé que le domaine des start-up lui aussi a connu une croissance dans cette wilaya de l'extrême Sud du pays, précisant que ce constat est justifié notamment par l'accompagnement de l'université "Ahmed Drayia" d'Adrar aux porteurs de projets innovants, notant que 39 étudiants sont des porteurs de projets innovants en plus d'une Start-up ont été labélisés, alors que le Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) et l'incubateur d'affaires ont fait état d'un total de 69 porteurs de projets accompagnés par des cadres de l'université et ceux de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat. (NESDA). Répondant aux préoccupations des participants à cette manifestation économique en matière de commercialisation de leurs produits et services, le ministre a indiqué que des démarches sont entreprises en coordination avec les services de la wilaya pour la création d'un marché permanent. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à encourager et à accompagner les initiatives des jeunes, et à lever les obstacles, en plus de faciliter l'accès au financement et les procédures de lancement des projets, comme c'est le cas pour l'auto-entrepreneur, un statut qui compte actuellement 39 auto-entrepreneurs à Adrar, grâce à la numérisation, a soutenu le ministre. L'évènement a également été l'occasion de donner des explications sur la plateforme "Tamkine" dédiée à l'accompagnement de proximité destiné aux porteurs de micro-projets, et d'organiser une session de formation sur la gestion financière et administrative au profit d'un nombre de propriétaires des micro-entreprises. Au terme de sa visite, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a présidé, au siège de la wilaya, une réunion consultative avec des jeunes porteurs de projets, consacrée à l'écoute de leurs préoccupations, notamment celles liées à l'accompagnement, la commercialisation et au rapprochement des services administratifs.

JIJEL:

Levée du gel de 20 projets relevant du secteur de la jeunesse et des sports

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a annoncé, samedi à Jijel, la levée du gel de 20 projets liés à son secteur dans cette wilaya. La mesure de gel a été "levée pour 20 projets du secteur d'un coût financier estimé à 1,3 milliard de dinars", a précisé M. Hammad, dans une déclaration à la presse, au centre de loisirs de jeunes de Bordj Blida (El Aouana), dans le cadre d'une visite de travail à Jijel. Il a ajouté que ces projets concernent différents équipements proposés par les autorités locales au bénéfice de plusieurs communes de la wilaya. Lors de l'inspection des travaux de réalisation du stade Rimouche-Hocine (5.400 places), dans la commune de Kaous, le ministre, soulignant "la nécessité d'accélérer la livraison de ce projet qui a atteint un taux d'avancement de 95%", a fait part de son accord pour accompagner le projet d'une salle de sport et d'une piscine pour en faire "un mini complexe sportif répondant à tous les besoins". Dans la salle omnisports de 3.000 places, en phase d'achèvement au lieudit 3ème kilomètre, au chef-lieu de wilaya, M. Hammad a estimé que cette infrastructure est "un chef-d'œuvre et un acquis important aussi bien pour la wilaya de Jijel que pour l'Algérie". Il a insisté, dans ce contexte, sur la "nécessité d'achever les travaux et de réceptionner la salle d'ici au 5 juillet prochain". Le ministre de la Jeunesse et des Sports a également inspecté les travaux de réhabilitation de la piscine semi-olympique de Jijel, ainsi que le stade Rouibah-Hocine où des travaux de rénovation et de modernisation battent leur plein moyennant une première enveloppe financière de 300 millions de dinars. Au terme de sa visite, le ministre a félicité l'équipe de football de la Jeunesse de Jijel (JSD) qui vient d'assurer son accession en Ligue 2, saisissant l'occasion pour remercier les fidèles supporters du club qui se sont fait remarquer par un grand esprit sportif, tout au long du parcours de l'équipe durant la saison 2023-2024. Il a appelé les supporters de toutes les équipes à faire preuve de fair-play et à éviter la violence dans les stades.

La wilaya de Guelma prévoit une production de 2,456 millions de quintaux de tomate industrielle

La wilaya de Guelma prévoit une production de 2,456 millions de quintaux de tomate industrielle au titre de la saison agricole 2023-2024. Le directeur des services agricoles (DSA), Rachid Rehamnia, a précisé que les prévisions de la DSA sont fondées sur les données techniques recueillies et les inspections effectuées sur le terrain, dans les zones agricoles vouées à la culture des tomates .

Des conditions climatiques propices

Rehamnia a affirmé que la campagne de récolte qui débutera au début du mois de juillet prochain devrait être ponctuée par «une bonne production, avec une augmentation d'environ 1 million de quintaux par rapport à la saison dernière». Selon le DSA, les superficies agricoles concernées par la récolte de tomates sont de l'ordre de 3.063 hectares dans la wilaya de Guelma, où le rendement moyen devrait atteindre les 800 quintaux par hectare. Il a également indiqué que les «conditions climatiques propices» ont encouragé les agriculteurs à reprendre leur activité après que plusieurs d'entre eux ont dû cesser de produire des tomates en raison du manque de ressources d'irrigation.

5 unités de transformation de tomates

Rehamnia a ajouté que parmi les «indicateurs positifs les plus significatifs cette année pour la branche de la tomate industrielle, figurent les systèmes d'irrigation économes en eau adoptés par les producteurs, tels que le procédé du goutte-à-goutte, utilisé sur 3.049 hectares, le système par aspersion n'étant employé que sur 14 hectares. La DSA a entamé les préparatifs nécessaires à la campagne de récolte dans la wilaya de Guelma qui dispose de cinq unités de transformation de tomates situées dans les communes de Bouati-Mahmoud, d'El Fedjoudj, de Belkheir, de Boumahra-Ahmed et d'Ain Ben Beïda, a conclu le même responsable.

ORAN:

Exportation de 10 millions de dollars de plaques de plâtre en 2023

L'exportation de plaques de plâtre a rapporté 10 millions de dollars en 2023 à Knauf Algérie, une usine située à Hassiane Toual (ex-Fleurus), dans la wilaya d'Oran. Le Directeur général de Knauf Algérie, El Hadi Skander, a indiqué dans une déclaration à l'APS, en marge de la deuxième édition du Salon International de Synergie Industrielle d'Oran (SISIO), que « l'usine a réalisé 10 millions de dollars avec plus de 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre exportées ».

La capacité de production de plâtre doublée

La même source a précisé que l'entreprise a agrandi l'usine, entrée en production en 2021, avec un investissement de 50 millions d'euros, ce qui a permis de doubler la capacité de production de plâtre, estimée actuellement à 650.000 tonnes par an. M. Skander a déclaré qu'avant 2021, l'entreprise axait sur la satisfaction du marché national et l'extension a permis d'augmenter le volume du produit exporté, qui dépasse 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre, en plus des 28 millions de mètres carrés réservés au marché local. S'agissant du climat d'affaires et des investissements en Algérie, le DG de Knauf Algérie a souligné que des améliorations sont constatées, ces dernières années, saluant les nouvelles lois concernant l'investissement et l'acquisition du foncier industriel, ainsi que tous les efforts consentis par les pouvoirs publics pour rendre le climat des affaires plus favorable. La deuxième édition du Salon International de Synergie Industrielle d'Oran (SISIO) a été clôturée ce samedi au centre des conventions d'Oran.

L'Université d'Ouargla signe une convention de partenariat avec TotalEnergies en Algérie

L'Université « Kasdi Merbah » d'Ouargla a signé, dimanche, une convention de partenariat avec TotalEnergies en Algérie. La convention prévoit la création d'un laboratoire de fabrication industrielle « Fab-Lab » au niveau de la Maison de l'intelligence artificielle de l'Université d'Ouargla, devant être équipé, en vertu de cette convention, par la Société TotalEnergies en technologies nécessaires de la fabrication numérique de pointe pour servir d'espace de création et d'innovation à la satisfaction des étudiants et chercheurs. Ce futur Fab-Lab servira également d'incubateur pour les capacités scientifiques, devant leur permettre de mettre en forme leurs projets, et sera une plateforme pour de nouveaux partenariats et de création d'emplois pour les jeunes de la région.

SAIHI:

“Tamanrasset, futur pôle de santé par excellence”

La wilaya de Tamanrasset est en passe de devenir "un pôle de santé par excellence" grâce au renforcement de ses structures sanitaires par plusieurs spécialités et la prise en charge totale de ses habitants, qui n'auront plus à se déplacer dans d'autres wilayas, a affirmé, samedi depuis Tamanrasset, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi.

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya du grand Sud, accompagné du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari , M. Saihi a précisé que Tamanrasset sera bientôt dotée de plusieurs structures de santé, dont certaines sont déjà en cours d'équipement, tandis que d'autres seront prochainement lancées, ce qui permettra à la wilaya, a-t-il dit, de devenir "un pôle de santé par excellence". Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, le ministre de la Santé a indiqué qu'au cours des quatre (4) dernières années, l'Etat avait consenti de grands efforts dans tous les secteurs, citant à titre d'exemple, après avoir inspecté l'hôpital de 240 lits en cours d'équipement, l'Institut de formation en paramédical, d'une capacité de 300 places pédagogiques, qui sera prochainement équipé, et la réalisation et l'équipement d'un établissement hospitalier spécialisé, d'une capacité de 60 lits, d'un centre de référence dans la vac-

cination et d'un centre d'oncologie. Il a aussi évoqué l'éventuelle ouverture d'une formation en médecine dans cette wilaya, ainsi que dans d'autres spécialités dont le secteur de la santé a besoin, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le ministre a, par ailleurs, fait état de la relance de tous les projets en suspens, dont la réalisation d'un centre d'hémodialyse et d'une polyclinique à Tazrouk, l'acquisition d'équipements d'imagerie médicale pour l'établissement public hospitalier du chef-lieu de wilaya, l'acquisition de 14 ambulances médicalisées pour l'établissement public de santé de proximité et l'acquisition du reste des lots d'équipements pour l'établissement spécialisé en psychiatrie et pour les blocs opératoires de l'établissement hospitalier public et de l'établissement hospitalier spécialisé mère et enfant. Pour sa part, lors de l'inspection des projets de réalisation de 2.000 places pédagogiques et d'une résidence universitaire de 1.000 lits, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a affirmé que ces installations, qui renforceront l'infrastructure de l'Université de Tamanrasset, contribueront à promouvoir l'enseignement et permettront aux étudiants de s'orienter vers l'innovation, conformément au Plan d'action du Gouvernement, et de transformer leurs idées en projets et produits commercialisables. Ces efforts profiteront in fine aux citoyens aux niveaux local et national, a estimé M. Baddari, soulignant le souci de son département ministériel de développer ce type de projets pour apporter une valeur ajoutée au pays.

TLEMCEN :

Ouverture en juillet prochain d’un nouveau service de médecine et de chirurgie infantiles (wali)

Un nouveau service de médecine et de chirurgie pédiatriques du centre hospitalo-universitaire de Tlemcen devrait être opérationnel en juillet prochain, a-t-on appris, mardi, du wali, Youcef Bachlaoui. M. Bachlaoui a déclaré, en marge de sa visite d’inspection du projet, que "tous les travaux de cet établissement de santé, d’une capacité de 80 lits, sont achevés et qu’il est en phase d’installation des équipements nécessaires, lui permettant une meilleure prise en charge des enfants malades". "Les efforts se poursuivent pour sa mise en service, en juillet prochain", a-t-il ajouté, faisant observer que 90 pc des équipements ont été installés, tandis que le restant des équipements sera mis en place d’ici une semaine pour le fonctionnement de cette structure. Cette structure comprend six salles d’opérations chirurgicales et il sera procédé, dans une première étape, à l’équipement de trois d’entre elles, sachant que les autres salles seront équipées dans une deuxième étape, selon le même responsable.

COVID-19 :

1 personne sur 5 souffre d’un état dépressif

|Selon l’enquête CoviPrev de Santé publique, le nombre de personnes qui souffrent d’un état anxieux ou de dépression a doublé entre fin septembre et début novembre. Depuis le mois de mars dernier, Santé publique mène des enquêtes internet répétées (baptisées CoviPrev) auprès de personnes âgées de 18 ans et plus, pour suivre les effets du Covid-19 sur la population, et notamment sur sa santé mentale. Début novembre, pour la deuxième fois consécutive les analystes ont observé une augmentation significative des états dépressifs (+5 points). La prévalence a doublé entre fin septembre (11%) et début novembre (21%). Les hausses les plus importantes ont été observées chez les jeunes : +16 points chez les 18-24 ans et +15 points chez les 25-34 ans Mais aussi les inactifs (+15 points) et les personnes dans une situation financière très difficile (+14 points). L’étude observe également une augmentation continue et globalement significative des états anxieux (+3 points). Principales causes avancées :

-Un sentiment d’isolement et de solitude

-Le fait de se sentir vulnérable au risque d’infection par le SARS-Cov-2

-L’inquiétude sur les conséquences financières du confinement

-Le fait que les proches adoptent et approuvent moins les mesures de prévention.

UNE AUGMENTATION DES ARRÊTS MALADIE DE LONGUE DURÉE

Une seconde enquête, menée cette fois par l’Ifop pour Malakoff Humanis et dévoilée aujourd'hui dans Le Parisien, fait également état de ce sentiment croissant d'anxiété chez les Français en raison du Covid-19 et du confinement. Conséquence : le nombre des arrêts maladie de longue durée (plus de 30 jours) a fortement augmenté dans le secteur privé de septembre 2019 à août 2020, progressant de 33 % par rapport aux douze mois précédents. Principaux motifs, outre la maladie ordinaire : les troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au télétravail (17%) et les troubles psychologiques (15%). Ces troubles psychologiques déjà rencontrés lors du premier confonement, sont essentiellement des troubles de la concentration, un sommeil perturbé, de l'irritabilité, de la nervosité, une fatigue importante, des palpitations... L'INRS rappelait en janvier dernier qu'ils concernent de nombreux Français : 45% déclarent avoir l'impression de toujours devoir se dépêcher, 30% signalent avoir subi au moins un comportement hostile dans leur travail au cours des 12 derniers mois, 25% craignent de perdre leur emploi, 25% toujours déclarent devoir cacher leurs émotions, prétendre à la bonne humeur...

Le magnésium réduit le risque de fracture de moitié

Une étude publiée dans l'European Journal of epidemiology laisse entendre qu'une carence en magnésium augmente le risque de fracture osseuse et, qu'à l'inverse, un niveau élevé peut écarter cette cause d'invalidité. Environ 75% des fractures de la hanche, de la colonne vertébrale et de l'avant-bras surviennent chez des personnes âgées de 65 ans et plus. Pourtant, les fractures osseuses sont l'une des causes d'invalidité chez les personnes âgées les plus facilement évitables. On ne compte plus les études sur les bienfaits du calcium et de la vitamine D pour la santé des os. Mais une nouvelle étude des chercheurs de l'université de Bristol, en Grande-Bretagne, laisse entendre que le magnésium est tout aussi important pour contrer le risque d'ostéoporose.

44% DE RISQUE DE FRACTURE EN MOINS

Leur étude s'est basée sur un large échantillon de 2245 hommes qui ont été suivis cliniquement pendant 20 ans. Au cours de cette période, les chercheurs ont constaté que ceux qui avaient le taux le plus faible de magnésium avait un risque significativement plus élevé de fracture osseuse et plus particulièrement de fracture de la hanche. Tandis que les hommes avec le plus fort taux de magnésium étaient 44% moins susceptibles de souffrir d'une fracture. Aucun des 22 hommes ayant le taux le plus élevé de magnésium dans le sang n'ont d'ailleurs eu de fracture au cours des vingt années de l'étude. Cependant, les chercheurs reconnaissent que des essais de supplémentation en magnésium seront nécessaires avant de conclure sur les implications thérapeutiques potentielles. Le magnésium apporté par les aliments n'est en effet pas suffisant pour augmenter le taux de magnésium dans le sang, en particulier chez des personnes âgées qui souffrent souvent de troubles gastro-intestinaux.

CANCER DU SEIN :

Invitation à institutionnaliser les opérations de dépistage précoce

Des médecins et des oncologues ont appelé, à Alger, à institutionnaliser les opérations de dépistage précoce du cancer du sein en Algérie, à même de contribuer au recul du taux de décès et réduire les coûts du traitement. En marge de l'organisation d'une journée d'études dans le cadre de la 6ème édition du Salon d'information sur le cancer (SICAN) au Palais des expositions (Pins maritimes), le chef de service d’Imagerie au Centre Pierre et Marie Curie de cancérologie (CPMC), Pr Salah Eddine Bendib a affirmé que "les campagnes nationales organisées par des associations à travers l'ensemble du territoire requièrent davantage d'organisation en institutionnalisant ces opérations", notamment avec les efforts consentis par l'Algérie en matière de formation de cadres, de fourniture des appareils requis, mais aussi de mise en place des centres de dépistage. "L'organisation des opérations de dépistage précoce aide à faire baisser le taux de décès chez les patientes atteintes, à réduire les chances de recourir à la chirurgie, en plus d'alléger les coûts du traitement" affirme Pr Bendib. Il existe différents types de dépistage précoce, ajoute le spécialiste, dont l'autopalpation mammaire qui est le "type le plus fréquent chez les femmes ayant la quarantaine. En revanche, cet examen nécessite un deuxième avis et un suivi continu même en cas d'absence d'une tumeur". Un autre type de dépistage concerne 5% des femmes qui ont un antécédent familial d'un cancer du sein du fait des facteurs génétiques, il s'agit du dépistage familial. A ce propos, Pr Bendib suggère une série de mesures importantes pour réussir le plan de dépistage précoce, à l'instar de la sensibilisation, la formation des équipes médicales spécialisées mais aussi la mise en place d'un système de remboursement avec la Caisse de sécurité sociale. Les participants à cette journée d'études ont, à l'unanimité, souligné l'impératif de réunir tous les acteurs à même de réussir ces opérations et œuvrer progressivement à assurer la santé et la sécurité des femmes atteintes de ce cancer.

DÉPRESSION :

Non, ce n'est pas «juste un coup de mou» !

Découvrez un petit court-métrage pour mieux comprendre la dépression... et en finir avec les idées reçues ! On le dit, on le répète, on le martèle : la dépression est une véritable maladie. Celle-ci qui consiste en un dysfonctionnement du cerveau : les neurotransmetteurs - chargés de la communication entre les différentes zones cérébrales - ne circulent plus correctement. Résultat ? La personne dépressive est bloquée en mode tristesse : elle se trouve dans l'incapacité de moduler ses émotions (comprendre : de ressentir autre chose que du chagrin), elle présente une anhédonie (ce qui signifie qu'elle ne prend plus de plaisir à faire ce qu'elle appréciait auparavant), elle n'a plus de motivation et peut également souffrir d'un ralentissement psychomoteur (fatigue persistante, parole et gestes plus lents...). Dans le monde, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que la dépression concerne 300 millions de personnes. En France, les autorités sanitaires estiment qu'1 personne sur 10 sera touchée par la maladie durant sa vie - celle-ci n'a donc rien de rare ! Problème : la dépression souffre encore de nombreuses idées reçues. " Il suffit de se bouger pour en sortir ", " il faut se changer les idées ", " c'est une faiblesse, pas une maladie ", " c'est juste un caprice "... Des préjugés terribles lorsqu'on sait que près de 800 000 Français mettent fin à leurs jours chaque année, dans 70 % des cas à cause de la dépression ! Pour remettre les pendules à l'heure, la Fondation Pierre Deniker a mis en ligne une vidéo, intitulée " Et toi, ça va ? ". On y suit Antoine, un trentenaire touché de plein fouet par la dépression qui raconte son quotidien... et ses difficultés à évoquer la pathologie taboue. À voir !

PALESTINE:

Augmentation des fausses couches chez les femmes enceintes dans la bande de Ghaza

L'ONG ActionAid International a déclaré qu'il y avait une augmentation des cas de fausses couches chez les femmes enceintes dans la bande de Ghaza en raison notamment des pénuries alimentaires et de la pression psychologique liée à l'agression sioniste génocidaire en cours dans l'enclave palestinienne.

L'ONG a expliqué dans un communiqué samedi que "cette augmentation, confirmée par les médecins travaillant dans l'une des seules maternités en activité à Ghaza, est due aux pénuries alimentaires et à la pression psychologique résultant du danger constant et des déplacements qui affectent négativement les femmes enceintes". Elle a souligné que l'hôpital Al Awda du camp de Nuseirat est le seul hôpital qui fournit actuellement des services de maternité tels que l'accouchement et les césariennes dans le centre de Ghaza, tandis que le nombre de femmes enceintes qui viennent à l'hôpital augmente en raison de saignements graves et d'autres complications. Pour sa part, le chef du service d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital, Raed Al-Saudi, qui enregistre de 40 à 50 accouchements par jour alors qu'il ne dispose que de 35 lits, a déclaré qu'"une fausse couche peut survenir pour plusieurs raisons, notamment l'épuisement de la femme enceinte dû au déplacement, et aussi à cause de la malnutrition, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes se présentent à l'hôpital avec des cas de saignements graves, de décollement et de déchirure placentaire, ou de saignements post-partum, ce qui représente un grand danger pour la femme enceinte". Dans ce contexte, la patiente Fadwa, 30 ans, qui a fait une fausse couche, a déclaré: "J'ai fait une fausse couche au cours du deuxième mois de grossesse, j'étais fatiguée et je n'avais pas une alimentation adéquate, et mon médecin m'a dit que je devrais prendre des vitamines et des médicaments tels que l'acide folique pour prévenir les déformations, et j'ai également dû prendre des médicaments pour stabiliser ma grossesse". "J'ai pu obtenir de l'acide folique à la clinique, mais je n'ai pas pu obtenir le stabilisateur. Nous avons cherché dans de nombreuses pharmacies mais nous n'avons pas trouvé. La recommandation du médecin était de me reposer le plus possible, mais ce n'était pas vraiment possible", a-t-elle ajouté. Quant au chef du service d'hospitalisation et de maternité de l'hôpital, le Dr Yasmine, elle a déclaré que le personnel médical a documenté de nombreux cas dans lesquels des femmes enceintes ont perdu leur fœtus, ainsi que des cas d'hémorragies et d'accouchements prématurés ou de fausses couches". "Il est possible que les cas de saignements post-partum soient le résultat de malnutrition ou de cas d'anémie, car les bombardements entraînent des déplacements, obligeant les gens à se déplacer d'une maison à l'autre pour éviter les bombardements et la mort. Ces facteurs peuvent provoquer des saignements directs et une hypertension artérielle pour les femmes enceintes, et peut conduire à une séparation complète du fœtus (décollement placentaire) et à une fausse couche", a-t-elle expliqué. Par ailleurs, elle a souligné que la plupart des enfants naissent avec un faible poids et que beaucoup d'entre eux ont été transférés à l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa parce qu'ils souffrent d'un manque d'oxygène, de difficultés respiratoires ou d'infections dues au manque d'hygiène ou à la propagation de maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 95 % des femmes enceintes et allaitantes à Ghaza sont confrontées à une grave pauvreté alimentaire en raison du manque de nourriture adéquate.

L'UNRWA met en garde contre une éventuelle épidémie de choléra à Ghaza

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a mis en garde contre "une éventuelle épidémie de choléra dans la bande de Ghaza" en raison du manque d'eau potable et des températures élevées dans l'enclave palestinienne, en proie à une agression sioniste génocidaire depuis huit mois. L'UNRWA a expliqué dans un message sur la plateforme X qu'"avec un accès minimal à l'eau potable dans la bande de Ghaza et la chaleur estivale continue, il existe de réelles craintes d'une éventuelle épidémie de choléra à Ghaza, qui détériorerait encore davantage les conditions de vie inhumaines". L'UNRWA a conclu en disant que "la population de Ghaza a besoin d'un cessez-le-feu immédiat". Depuis le 7 octobre 2023, l'agression sioniste contre Ghaza a fait plus de 120.000 martyrs et blessés palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10.000 personnes sont portées disparues, dans un contexte de destruction massive et de famine qui a coûté la vie à des enfants et à des personnes âgées.

La chaleur croissante et le manque d'hygiène exacerbent la crise (UNRWA)

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a averti, samedi, que la hausse des températures et le manque d'hygiène exacerbent la crise humanitaire à Ghaza, soumise à une agression génocidaire sioniste depuis le 7 octobre 2023. "De nombreuses familles déplacées à Ghaza sont obligées de dépendre de l'eau de mer sale pour leurs besoins quotidiens", a déclaré l'UNRWA dans un message sur X. "L'accès à l'eau potable est essentiel pour la santé et la survie de centaines de milliers de personnes dans la bande de Ghaza. La chaleur croissante et le manque d'hygiène aggravent encore une situation déjà désastreuse", a ajouté l'UNRWA. Dans un autre message sur X, l'agence onusienne a affirmé qu'"au 5 juin, presque toutes les personnes déplacées ont quitté Rafah, et seulement 100 000 environ se trouvent encore dans la région". Elle a ajouté aussi, que les opérations humanitaires à Ghaza "continuent d'être affectées par les perturbations du réseau de télécommunications. La connectivité reste sporadique".

FRANCE :

Les personnes séropositives au VIH désormais admises dans les rangs de la police

Le Sigycop, un dispositif d'évaluation de l'aptitude physique des futures forces de l'ordre, a été abrogé par le gouvernement, mettant fin à une discrimination à l'embauche. Les personnes vivant avec le VIH, le virus responsable du sida, peuvent depuis fin novembre intégrer la police nationale après l'abrogation par le gouvernement d'un arrêté les discriminant à l'embauche, a-t-on appris, mardi 13 décembre, auprès d'un avocat d'associations LGBT et de lutte contre la maladie. « Victoire pour les associations LGBT : les personnes vivant avec le VIH pourront désormais servir dans la police nationale, sans discrimination liée à leur état de santé », écrit dans son communiqué Etienne Deshoulières, qui avait porté un recours devant le Conseil d'Etat en décembre 2020 au nom de sept organisations. « Après avoir contesté les arguments des associations sur le fond, le ministère de l'intérieur a finalement changé de position, en abrogeant l'arrêté à l'origine de la discrimination dénoncée », se félicite l'avocat.

Fin du dispositif d'évaluation de l'aptitude physique des futurs policiers

Dans un décret « relatif aux conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale », publié au Journal officiel le 25 novembre, le gouvernement a ainsi mis fin au Sigycop, un dispositif d'évaluation de l'aptitude physique des futurs policiers. Appliquée strictement, cette évaluation basée sur une cotation de 1 à 6 « classait comme inaptes les personnes vivant avec le VIH, qui étaient de ce fait exclues de la police nationale », souligne Me Deshoulières. Cette abrogation ne concerne pour l'instant ni les gendarmes ni les

pompiers, mais l'avocat anticipe que cela pourrait être fait « dans les prochains jours afin de s'aligner globalement sur la nouvelle réglementation applicable aux policiers ». Du côté des militaires, le ministère des armées a refusé, en avril, de modifier le dispositif du Sigycop également en vigueur pour intégrer ses rangs, dans un courrier au Conseil d'Etat consulté par l'Agence France-Presse. Les dernières études scientifiques ont démontré que les personnes séropositives bénéficiant de traitements antirétroviraux ont une charge virale indétectable et ne transmettent pas le VIH.

L'utilisation de l'antidiabétique Ozempic pour maigrir inquiète les autorités de santé

Ce produit injectable est prescrit dans « le traitement du diabète de type 2 insuffisamment contrôlé » chez les adultes, précise le laboratoire Novo Nordisk, qui le commercialise en France depuis 2019. Le mot-clé #ozempic culmine à plus de 500 millions de vues sur TikTok. Cet antidiabétique fait fureur sur le réseau social pour ses propriétés amaigrissantes. En France, le phénomène engendre des tensions d'approvisionnement et inquiète médecins et autorités. « J'ai commencé Ozempic il y a six semaines », raconte une tiktokeuse américaine dans une vidéo vue près de 100 000 fois. En leggings et brassière de sport, la jeune femme, visiblement bien plus mince que sur ses photos d'« avant », continue : « Je n'ai fait aucun exercice, je me suis juste injecté le produit ! »

Produit prescrit à certaines personnes diabétiques

L'Ozempic, remède miracle ? Ce produit injectable est prescrit dans « le traitement du diabète de type 2 insuffisamment contrôlé » chez les adultes, précise le laboratoire Novo Nordisk, qui le commercialise en France depuis 2019. Le sémaglutide, son principe actif, agit en se fixant sur les récepteurs d'une hormone qui a un rôle dans le contrôle de la glycémie et stimule la libération d'insuline lorsque le taux de glucose dans le sang est élevé. Il ralentit aussi la vidange de l'estomac, diminuant de fait l'appétit et engendrant des pertes de poids importantes, de l'ordre de 10 % en un an. Une propriété qui a permis à l'industriel d'obtenir la commercialisation du sémaglutide dans de nombreux pays, dont les Etats-Unis, à une dose plus forte et sous un autre nom, Wegovy, pour le traitement de l'obésité. En France, le Wegovy a reçu un avis favorable de la Haute Autorité de santé (HAS) dans le traitement de l'obésité fin décembre. Il est pour le moment limité aux personnes très obèses avec une maladie associée. En attendant une décision des autorités sur son prix et son remboursement, Wegovy est délivré au compte-gouttes, « contrairement à l'Ozempic, qui est disponible avec une ordonnance normale », constate le professeur Jean-Luc Faillie, de l'université de Montpellier. Résultat : « des pharmaciens ont constaté des ordonnances » d'Ozempic pour des personnes non diabétiques ainsi que « des ordonnances falsifiées, utilisées par plusieurs personnes ».

« Surveillance renforcée »

Mercredi, l'Agence nationale du médicament (ANSM) et l'Assurance-maladie ont annoncé que l'Ozempic allait faire l'objet d'une « surveillance renforcée » en France, expliquant que « des remontées de terrain font état d'un usage détourné ». Des détournements « limités » à 1 % selon ces autorités, qui s'inquiètent toutefois de l'impact sur la disponibilité du produit pour les diabétiques. Novo Nordisk admet que sa « capacité d'approvisionnement actuelle ne répond pas toujours à la demande excédentaire » et déplore « une disponibilité intermittente et des ruptures de stock périodiques ».

OLYMPIADE DE CALCUL MENTAL:

Les concurrents de la wilaya de Bordj Bou Arreridj couronnés

Les concurrents de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont raflé les premières places, dans les différentes catégories, de la première Olympiade nationale de calcul mental, organisée samedi à Ouled Djellal, mettant en lice plus de 50 concurrents de 8 wilayas du pays.

La première place de cette manifestation organisée dans la salle omnisports d'Ouled Djellal par la ligue de wilaya des activités culturelles, sous l'égide de la direction de la jeunesse et des sports sous le slogan "pour une génération de génies", est revenue à Kaouther Laïdouni de Bordj Bou Arreridj, suivie de Soulef Cherouf d'Ouled Djellal (2ème) et de Hanine Bensaci de Touggourt (3ème), pour la catégorie "seniors". Chez les "juniors", la palme est revenue à Maram Laïdouni, de Bordj Bou Arreridj, tandis que la seconde place a été remportée par Djoumana Laghriri, de Bordj Bou Arreridj également, et la troisième par Amir Bouaichi de Biskra. Dans la catégorie "cadets", Anfal Aissou, de Bordj Bou Arreridj, est montée sur la plus haute marche du podium, tandis que Naoufel Benbouzid et Djouri Laouad, d'Ouled Djellal, se sont partagés les seconde et troisième places. Le président de la ligue de wilaya des activités culturelles, Hamza Kadri, a précisé que cette première édition des olympiades du calcul mental, confiée à la jeune wilaya d'Ouled Djellal, a vu la participation de plus de 50 compétiteurs venus des wilayas de Bordj Bou Arreridj, de Batna, de Khenchela, de Biskra, de Touggourt, de M'sila et d'Ouled Djellal. Selon M. Kadri, cette manifestation cérébrale constitue une occasion pour développer les capacités des sociétaires des clubs de calcul mental d'Oulad Djellal, et pour découvrir des talents émergents dans ce domaine afin de leur permettre, à terme, de représenter la wilaya dans différentes compétitions. Pour sa part, le juge-arbitre principal de cette compétition, Farouk Chetioui, s'est félicité de la bonne organisation de ce tournoi qui a donné lieu, selon lui, à "une forte concurrence" entre les participants de différents niveaux. Il a également mis en exergue l'importance du calcul mental dans le développement de l'intelligence et des capacités des enfants. De son côté, le directeur de la jeunesse et des sports, Abdelghani Naâmane, a souligné que toutes les conditions ont été réunies pour accueillir les participants et assurer leur confort afin de leur permettre d'aborder cette compétition dans les meilleures conditions. Il a ajouté que la prochaine édition devrait connaître une plus large participation et un nombre plus important de wilayas. Il convient de noter que le wali d'Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, qui avait présidé l'ouverture de cet événement, a honoré les lauréats des différentes catégories.

MÉDINE:

Belmehdi se dit satisfait des préparatifs de la saison du Hadj

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a exprimé, samedi depuis Médine, sa satisfaction quant aux efforts déployés par les membres de la mission algérienne du Hadj au service des pèlerins, ce qui augure du "succès" de la saison du Hadj 2024. Lors de sa réunion avec les chefs de la mission algérienne du Hadj à Médine, le ministre a noté une grande évolution dans tous les services fournis par la mission aux hadjis, exhortant tout un chacun à redoubler d'efforts, à la coordination et à la coopération entre les différentes branches de la mission, car il s'agit, a-t-il dit, d'une "mission nationale et non de la mission du ministère des Affaires religieuses exclusivement". Lors de cette réunion qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite, Cherif Walid, du consul général d'Algérie à Djeddah, Mohamed Alem, et du Directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Salah Bouterfa, le ministre a fait état de l'arrivée de près de 21.000 hadjis à Médine, soit plus de la moitié du nombre total des hadjis, à travers 75 vols (la moitié du nombre de vols programmés), notant "la satisfaction des autorités publiques du pays pour les résultats obtenus jusqu'à présent, ce qui nous encourage à maintenir ce rythme voire à l'améliorer". A l'issue de la réunion, le ministre s'est félicité, dans une déclaration à la presse, de la réussite des opérations d'accueil et d'hébergement qui se sont déroulées dans de bonnes conditions, relevant que la section santé "a été saluée par les autorités du Royaume d'Arabie saoudite frère". "Je suis très satisfait des résultats obtenus, car nous avons pu améliorer les performances de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) avec tous les services et secteurs qui ont contribué à la réussite de l'opération du Hadj, conformément aux instructions du président de la République pour la prise en charge de nos pèlerins dans de meilleures conditions", a-t-il dit. Pour leur part, l'ambassadeur d'Algérie à Riyad et le consul général à Djeddah ont mis en exergue l'importance accordée par les hautes autorités aux pèlerins, soulignant l'entière disposition de l'ambassade et du consulat à apporter le soutien nécessaire à la mission algérienne du Hadj au service des pèlerins afin de leur assurer les conditions d'accomplir leurs rites dans le confort et la tranquillité. De son côté, M. Bouterfa a souligné que "tous les indicateurs augurent de la réussite de la saison", précisant que la mission est fin prête pour entamer les rituels. Le chef du centre à Médine, Djamel Ami avait passé en revue les préparatifs amorcés par les différentes sections avant l'arrivée des pèlerins, ce qui a facilité les opérations d'accueil, d'hébergement et de transfert à la Mecque dans de bonnes conditions. Intervenant au cours de la réunion, les chefs de sections se sont félicités des bonnes conditions ayant caractérisé l'accueil des pèlerins à l'aéroport ainsi que leur transfert vers les hôtels, les mazarates et la visite de la Rawda. Ils ont également insisté sur les nobles tâches accomplies par les différentes sections telles que l'orientation sanitaire et religieuse, la fatwa, le suivi et le service sur le terrain et autres.

TÉBESSA:

Zreb donne le coup d'envoi officiel de l'examen du baccalauréat pour les détenus

Le Directeur général de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, Essaïd Zreb, a donné dimanche depuis Tébessa, le coup d'envoi officiel de l'examen du baccalauréat (session de juin 2024) pour la catégorie des détenus à l'échelle nationale. Les enveloppes contenant les sujets de langue arabe ont été décachetées à l'établissement de rééducation et de réinsertion de la commune de Bir El-Ater, sous la supervision de M. Zreb qui était accompagné du wali de Tébessa, Said Khalil, du procureur général près la cour de Tébessa, Mohamed Djamil Aissaoui, et du directeur de l'éducation, Lakhdar Ben Mazouz. Après s'être enquis des conditions du déroulement de l'examen, le directeur général de l'administration pénitentiaire a affirmé que dans le cadre d'une coordination entre les secteurs de la justice et de l'éducation nationale, "toutes les conditions nécessaires ont été réunies pour permettre aux candidats purgeant une peine dans les établissements de rééducation de passer les épreuves dans les meilleures conditions". M. Zreb a souligné que la scolarisation des détenus et l'élévation de leur niveau d'instruction occupent "une place importante" dans les différents établissements de rééducation dont les responsables veillent à réunir les conditions d'une réinsertion réussie de cette catégorie dans la société, dès leur libération. Il a également noté que le ministère de la Justice, représenté par l'administration pénitentiaire, s'est engagé à satisfaire à toutes les conditions nécessaires à un enseignement de qualité, dans les différents paliers, en équipant, notamment, les salles de classe et en affectant des enseignants, en coordination avec le secteur de l'éducation nationale. Selon le même responsable, il est enregistré, lors de la session de juin 2024, pas moins de 6.890 candidats-détenus dans les établissements de rééducation, parmi lesquels 4 mineurs, répartis dans 54 établissements à l'échelle du pays. "Pas moins de 44.845 détenus ont suivi, cette année, leur scolarisation dans les différents paliers de l'enseignement, encadré par 1.273 enseignants", a encore indiqué le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion. De son côté, le directeur de l'établissement de rééducation de Bir El-Ater, Djamel Setta, a révélé que sur les 234 détenus qui ont reçu une scolarisation normale, au cours de l'actuelle année scolaire, 150 passent l'examen du baccalauréat sous la supervision de 36 enseignants.

Quand les compagnies maritimes veulent régner sur la logistique mondiale

Les géants des mers, comme Maersk ou CMA CGM, ont entrepris un grand mouvement d'intégration de la chaîne d'approvisionnement. Ports, entrepôts, transporteurs… aucun acteur n'échappe à leurs appétits.

A Singapour, les bouteilles de champagne Veuve Clicquot se sentent comme chez elles. Malgré la chaleur humide de ce mois de février, l'entrepôt « World Gateway », situé près du port de la ville-Etat, leur offre la même fraîcheur que les crayères des sous-sols de Reims, au prix d'une climatisation tournant à plein régime. Chaque année, des œnologues prennent même l'avion pour s'assurer que les bouteilles de champagne ou de whisky japonais sont conservées à bonne température, à l'abri de la lumière. Elles y restent quelques semaines avant d'être réexpédiées ailleurs, tout comme 90 % des déchargements à Singapour, deuxième port de conteneurs au monde. En pleine pandémie de Covid-19, alors que l'afflux de marchandises engorgeait les ports de la planète, les entrepôts sont soudain apparus comme des maillons essentiels des chaînes d'approvisionnement. Les voici convoités par les compagnies maritimes, à l'instar de Maersk ou de CMA CGM, qui veulent en faire la pierre angulaire de leur stratégie d'intégration verticale. La compagnie danoise en détient 452 (7,1 millions de mètres carrés) dans le monde, dont plus de la moitié, soit 243 (3,9 millions de mètres carrés), a été achetée ou construite en 2022. Elle a invité plusieurs journalistes européens et américains à visiter, à Singapour, le « World Gateway », qui appartient à LF Logistics, une entreprise chinoise rachetée par Maersk en 2022, pour témoigner de sa transformation en « intégrateur mondial de la logistique des conteneurs ». Un pari ambitieux, loin d'être gagné. Dans l'immense bâtiment, surveillé par des caméras, qui peut contenir 45 000 palettes sur une hauteur de 38 mètres, des nacelles se balancent de haut en bas, le long d'étroites allées, pour aller chercher avec leurs griffes métalliques des cartons de produits de luxe ou des paires de baskets. Des opérations tout en délicatesse : la bouteille de spiritueux la plus chère passée ici coûtait 200 000 dollars singapouriens (140 000 euros). L'automatisation permet d'accélérer la rotation des marchandises, tout en se passant de la main-d'œuvre, essentiellement immigrée, dans un pays où la densité de la population est l'une des plus élevées au monde et où les salaires sont quatre à cinq fois plus importants qu'ailleurs dans la région.

ROYAUME-UNI :

La fabrication d'automobiles au plus bas depuis 1956

Pénurie de puces électroniques, transition difficile vers les véhicules électriques mais aussi difficultés du Brexit : l'industrie automobile britannique est à genoux. « On vient de passer trois années horribles. » Mike Hawes, le directeur de la Society of Motor Manufacturers and Traders, qui représente l'industrie automobile britannique, n'essaie pas d'embellir la situation. En 2022, selon les statistiques dévoilées jeudi 26 janvier, 775 000 véhicules sont sortis des chaînes de montage du pays, au plus bas depuis… 1956. Cela représente une baisse de presque 10 % par rapport à 2021, elle-même année catastrophique. Par rapport à 2019, avant la pandémie, la chute est de 40 %. La raison immédiate du choc est partagée dans le monde entier : les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées, et tout particulièrement en puces électroniques. Aujourd'hui, au Royaume-Uni, pour acheter certains véhicules, il faut patienter jusqu'à un an dans le pire des cas. Mais les maux de l'industrie automobile britannique sont bien plus profonds, avec de fortes complications provoquées par le Brexit, un important retard pris dans le tournant vers les véhicules électriques et un gouvernement sans stratégie. « On voit une hausse du protectionnisme à travers le monde, avec l'Inflation Reduction Act aux Etats-Unis [qui accorde des subventions pour les voitures électriques qui sont construites sur place] et l'Europe qui prépare une riposte. Le Royaume-Uni doit définir une vision pour faire face », alerte M. Hawes.

TUNISIE :

Croissance du PIB prévue au premier trimestre 2024 (BCT)

La Banque centrale de Tunisie (BCT) prévoit une amélioration de la croissance du PIB au cours du premier trimestre 2024, tirée notamment par la reprise progressive de la dynamique du secteur agricole après une contraction historique de 11% en 2023. Cette amélioration attendue du taux de croissance sera également soutenue par la dynamique enregistrée à la fois dans les exportations des marchandises et l'affluence touristique au cours des deux premiers mois de 2024, qui devaient contribuer à stimuler la croissance, a indiqué la BCT, dans un communiqué, au terme de son conseil d'administration, présidé par le nouveau gouverneur, Fethi Zouhair Nouri. La Banque centrale a également renforcé ses prévisions de croissance pour les trois premiers mois de cette année, avec l'évolution des importations des équipements par rapport à l'année dernière, selon le communiqué du Conseil d'administration tenu le 22 mars 2024.

MATIÈRES PREMIÈRES :

« Le cours du blé est baissier et retrouve son niveau d'avant le conflit en Ukraine »

Le grain doré oscille autour de 280 à 285 euros la tonne, loin de son plus haut historique, à 438 euros la tonne, atteint mi-mai 2022, observe, dans sa chronique, Laurence Girard. La vague de froid qui glisse sur la France fait chaud au cœur des agriculteurs. Noël et réveillon au balcon, loin des tisons, ont attisé leurs craintes. Dans les champs, la chaleur inhabituelle poussait les feux de la croissance des plantes. Et ce, jusqu'à la mi-janvier. De quoi susciter de la frilosité dans les rangs des céréaliers. Déjà, pendant tout le mois d'octobre 2022, au moment des semis de blé et d'orge d'hiver, les températures ont été anormalement douces. Des conditions de semis bonnes, voire trop bonnes. Les premières feuilles montraient même leur nez. Or, une pousse trop rapide rend la plante sensible au gel. Heureusement, s'est ensuivie une période froide avec une descente progressive en température, et la nature a, enfin, pu se mettre en dormance. Ce mercure primesautier donne des sueurs froides aux céréaliers. « L'état des cultures est pour l'instant très bon et très en avance. Nous étions inquiets, mais le froid actuel est une très bonne nouvelle », résume Benoît Piétrement, président du conseil spécialisé dans les grandes cultures de FranceAgriMer et céréalier dans la Marne.

Risque de récession mondiale

Un autre thermomètre est suivi de près par les céréaliers, celui des marchés. Or, il subit également un coup de froid. « Le cours du blé meunier est baissier », affirme Arthur Portier, du cabinet Agritel, avant de préciser : « Il oscille autour de 280 à 285 euros la tonne et retrouve ainsi son niveau d'avant le conflit ukrainien. » A comparer au plus haut historique, à 438 euros la tonne, atteint, mi-mai 2022, en pleine bulle spéculative des matières premières.

MONNAIES :

L'euro stable face au dollar

L'euro reste presque stable face au dollar vendredi, dans un marché des changes atone, malgré la décision de la BCE de baisser ses taux directeurs la veille, l'approche prudente de l'institution face à d'éventuelles futures baisses soutenant la devise. L'euro gagnait à peine 0,01% face au billet vert, à 1,0892 dollar pour un euro, et perdait quelque 0,02% face à la livre, à 85,11 pence pour un euro. Après une phase inédite de durcissement monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé jeudi ses taux directeurs, le taux de référence passant de 4% à 3,75%. Pour des analystes, il est d'ailleurs "intéressant" de constater que "la BCE a choisi de diminuer ses taux malgré les données récentes sur l'inflation" en zone euro. D'un pic de 10,6% sur un an en octobre 2022, l'inflation est retombée jusqu'à 2,4% en mars et avril, avant de rebondir un peu à 2,6% en mai.

MARCHÉS BOURSIERS :

Flambée des taux obligataires et dispersion des Bourses

Les chiffres officiels de l'emploi américain pour le mois de mai ont fait grimper les taux obligataires vendredi et semé le trouble au sein des marchés boursiers, car ils éloignent la perspective d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. En Europe, Paris a perdu 0,48%, Londres a lâché 0,48%, Francfort a cédé 0,51% et Milan a reculé de 0,50%. Après une ouverture en baisse, les indices de Wall Street évoluent à des niveaux plus proches de l'équilibre vers 13H55 GMT: le Dow Jones gagnait 0,14%, le Nasdaq cédait 0,04% et le S&P 500 grappillait 0,07%. Et le dollar progressait aussi, soutenu par la perspective que les taux de la Fed restent élevés plus longtemps. Le billet vert prenait 0,77% par rapport à l'euro, à 1,0806 dollar pour un euro. Les prix du pétrole reculaient légèrement vers 15H50 GMT. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août se dépréciait de 0,14%, à 79,77 dollars, et le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en juillet valait 75,53 dollars (-0,01%). -Le bitcoin gagnait 0,47% à 71.021 dollars.

-Wall Street termine en léger repli

Après une séance en dents de scie bousculée par l'annonce de fortes créations d'emplois aux Etats-Unis, la Bourse de New York a terminé en léger repli vendredi, tout en se maintenant proche de ses records. L'indice Dow Jones a reculé de 0,22%, le Nasdaq, à dominante technologique, a cédé 0,23% et le S&P 500 a finalement lâché 0,11% après avoir battu un nouveau record en séance, selon des résultats encore provisoires.

La Bourse de Paris finit en baisse

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,48% vendredi, perturbée par les derniers chiffres sur le marché de l'emploi américain, qui ont relégué au second plan l'optimisme lié à la baisse des taux de la BCE. L'indice vedette CAC 40 a cédé 38,32 points à 8.001,80 points. Jeudi, il avait gagné 0,42%, après que la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une baisse de ses taux directeurs, pour la première fois depuis 2019.

GUERRE EN UKRAINE :

Les autorités russes font état d'une attaque ukrainienne dans l'oblast frontalier de Belgorod

La ville russe de Chebekino, dans l'oblast frontalier de Belgorod, a été attaquée par les forces ukrainiennes, a affirmé lundi matin sur Telegram le gouverneur de la région, Viatcheslav Gladkov. Trois civils ont été blessés par des éclats d'obus et des lignes électriques ont été endommagées, a-t-il ajouté.

Dans l'oblast de Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine, « nos forces contrôlent parfaitement la situation », assure M. Zelensky, selon qui les troupes russes « sont en train d'être détruites ». Le président ukrainien ajoute qu'« il n'y a aucune présence » russe dans le village de Ryzhivka, dénonçant « une opération de propagande » du dirigeant tchétchène, Ramzan Kadyrov, qui a affirmé dimanche que les forces russes s'étaient emparées de ce village frontalier. Dans l'oblast de Kharkiv, dans l'est du pays, « nos contre-attaques se poursuivent », écrit M. Zelensky, qui souligne que les troupes ukrainiennes parviennent à anticiper les mouvements planifiés par les forces russes, et par conséquent à y répondre. C'est dans l'oblast de Donetsk, toujours dans l'est de l'Ukraine, que la situation est « la plus difficile », selon M. Zelensky. « Les forces de défense ukrainiennes font tout pour stabiliser et protéger nos positions. » Dans le sud du pays, « la situation est globalement inchangée » et l'armée ukrainienne « continue de renforcer [ses] positions », dit-il.

Les frappes ukrainiennes sur l'oblast frontalier de Belgorod font trois blessés, selon la Russie

Dans un long message posté lundi matin sur Telegram, le gouverneur de l'oblast frontalier de Belgorod, Viatcheslav Gladkov, a donné les détails de l'attaque ukrainienne survenue dimanche. Dans le district de Borissov, trois hommes ont été blessés à la suite d'une attaque de drones et d'un bombardement d'artillerie. De nombreuses autres zones de cet oblast ont été visés, endommageant un certain nombre de bâtiments administratifs et de maisons, d'après M. Gladkov.

Les autorités russes font état d'une attaque ukrainienne sur l'oblast frontalier de Belgorod

La ville russe de Chebekino, dans l'oblast frontalier de Belgorod, a été attaquée par les forces ukrainiennes, a affirmé lundi matin sur Telegram le gouverneur de la région, Viatcheslav Gladkov, qui n'a pas détaillé la nature de l'offensive. Trois civils ont été blessés par des éclats d'obus, a-t-il ajouté. Des lignes électriques ont également été endommagées, selon M. Gladkov, précisant que le courant était partiellement coupé à Chebekino.

Moscou s'est emparé d'un village dans la région de Soumy, affirme Ramzan Kadyrov

Le dirigeant tchétchène, Ramzan Kadyrov, a affirmé dimanche sur Telegram que les forces russes s'étaient emparées du village frontalier de Ryzhivka, dans l'oblast de Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine. L'armée ukrainienne « a subi des pertes significatives et a été forcée de battre en retraite », a-t-il ajouté.

L'Agence France-Presse n'a pas été en mesure de vérifier, pour l'instant, les affirmations du dirigeant tchétchène. Yuriy Zarko, à la tête de la municipalité de Bilopillia, à laquelle est rattaché Ryzhivka, a nié la prise du village par les Russes et a déclaré à la télévision publique ukrainienne qu'aucun contingent russe n'y était stationné.

Le mois dernier, Volodymyr Zelensky avait annoncé que la Russie rassemblait des troupes le long de sa frontière, en prévision d'une possible nouvelle offensive. Au même moment, les autorités ukrainiennes avaient commencé à évacuer les habitants de certaines villes et villages frontaliers de l'oblast de Soumy.

ELECTIONS EUROPEENNES :

Désavoué par les électeurs allemands, Scholz sous pression pour ouvrir la voie à des législatives anticipées

Le SPD, la formation du chancelier social-démocrate, n'a recueilli que 14 % des voix, le pire score de son histoire. En tête avec plus de 30 % des suffrages, les conservateurs de la CDU/CSU exigent que la coalition au pouvoir se soumette à un vote de confiance, ce qui pourrait conduire à une dissolution du Bundestag. Comme en France, y aura-t-il des législatives anticipées en Allemagne ? Arrivés en tête des élections européennes avec 30,2 % des voix (+ 1,3 point par rapport à 2019), les conservateurs de la CDU/CSU n'ont pas attendu que le président français, Emmanuel Macron, annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche 9 juin dans la soirée, pour mettre la question sur la table. « Soit le gouvernement change de politique, soit il ouvre la voie à de nouvelles élections », a déclaré le secrétaire général de la CDU, Carsten Linnemann, dès la publication des premières estimations, peu après 18 heures. Pour le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz (SPD), ces élections sont une véritable débâcle. Son parti ne recueille que 14,1 % des voix (contre 15,8 % en 2019), soit le pire score de son histoire. Les deux autres partis de sa coalition sont également sanctionnés : avec 12 % des voix, les Verts reculent de plus de 8,5 points par rapport à 2019 ; quant aux libéraux du FDP, ils n'obtiennent que 5,1 % des suffrages exprimés, soit 0,3 point de moins qu'il y a cinq ans. Ensemble, les trois formations qui constituent la majorité de M. Scholz totalisent à peu près autant de voix que la CDU/CSU à elle seule. Avec 15,9 %, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) arrive en deuxième position, progressant de 4,9 points par rapport à 2019. Ce résultat est certes inférieur aux 22 %-23 % que les sondages lui prédisaient au début de l'année. Il n'en reste pas moins que l'AfD, dimanche, a obtenu son meilleur score à l'échelle nationale depuis sa création en 2013. Et ce, malgré une actualité dont on aurait pu croire qu'elle lui serait défavorable : révélation par le site d'investigation Correctiv d'un projet secret de « remigration » de millions d'Allemands d'origine étrangère vers l'Afrique du Nord, à l'origine de manifestations monstres aux quatre coins du pays ; ouverture de deux enquêtes contre Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD, pour financement illégal de la part de sources russes et chinoises ; interview dans laquelle ce dernier a affirmé que tout ancien SS ne devait pas « être automatiquement considéré comme un criminel », à la suite de quoi l'AfD a été exclu du groupe Identité et démocratie où il siégeait au Parlement européen…

INDE :

Narendra Modi sous la pression de ses alliés à l'orée d'un troisième mandat

Le premier ministre, qui a prêté serment, dimanche, devant plus de 8 000 personnes, va diriger un nouveau gouvernement de 71 ministres et secrétaires d'Etat. Au soleil couchant, le premier ministre indien, Narendra Modi, 73 ans, a prêté serment, dimanche 9 juin, pour un troisième mandat, en présence de plus de 8 000 invités réunis sous une chaleur encore torride devant le Rashtrapati Bhavan, l'ancien palais du vice-roi des Indes, devenu la résidence présidentielle, sur la colline de Raisina, à New Delhi. Il égale ainsi Jawaharlal Nehru (1889-1964), le héros de l'indépendance, premier ministre de l'Inde et seul dirigeant jusqu'à présent à avoir été élu trois fois consécutivement. Etaient également présents, dimanche, les chefs de gouvernement et chefs d'Etat des pays proches – Bangladesh, Népal, Bhoutan, Sri Lanka, Maldives –, à l'exception du Pakistan et de la Chine, les deux voisins ennemis, représentés par des personnalités de second rang. Dans les premières travées avaient pris place des ultra-religieux hindous, vêtus de safran, le milliardaire Gautam Adani et sa famille, ainsi que quelques acteurs de Bollywood, dont le plus fameux, Shah Rukh Khan, peu réputé pour sa proximité avec le pouvoir. La cérémonie n'avait rien de modeste ; elle était XXL par le nombre d'invités, comme Narendra Modi les aime, pour en faire une démonstration de force.

ETHIOPIE :

Le barrage géant construit par l'Ethiopie génère plus d'électricité que prévu

Le gouvernement éthiopien a révélé que le Grand Barrage de la renaissance d'Ethiopie (GERD) avait généré plus de 2.700 gigawattheures (GWH) d'électricité au cours des dix derniers mois. L'opérateur Ethiopian Electric Power (EEP) a déclaré que la mégacentrale hydroélectrique du barrage avait dépassé ses objectifs initiaux de production d'électricité au cours des dix derniers mois de l'exercice budgétaire 2023-2024, qui a débuté le 8 juillet 2023, a rapporté mercredi soir la compagnie de diffusion nationale Fana Broadcasting. Le barrage a enregistré un rendement supérieur d'environ 26 % aux projections initiales, qui étaient de 2.152,8 GWH, selon l'EEP. L'EEP a attribué cette production accrue à la capacité du barrage à stocker plus d'eau que prévu, permettant à ses deux turbines de fonctionner à pleine capacité. Avec ce nouveau jalon, le barrage contribuera à environ 16 % des 16.900 GWH d'électricité produits par ce pays d'Afrique de l'Est au cours de la période considérée. Lorsque les onze unités restantes du barrage commenceront à leur tour à produire de l'électricité, la capacité de production totale du pays devrait augmenter de 83 %. Le Bureau de coordination nationale de la construction du barrage a annoncé en avril que le projet était achevé à plus de 95 %. Une fois entièrement terminé, le barrage aura une capacité de 5.150 mégawatts, avec une production annuelle d'énergie de 15.760 GWH. L'Ethiopie a commencé à construire un barrage sur le Nil en avril 2011. Ce mégaprojet d'énergie hydroélectrique est depuis lors devenu un point de litige majeur entre l'Ethiopie, l'Egypte et le Soudan, les trois pays traversés par le Nil.

RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ:

Une position africaine commune pour corriger l'injustice historique à l'égard du continent

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Lounès Magramane a affirmé, dimanche, qu'une position africaine commune était un atout important reflétant la volonté commune des 55 Etats membres de l'Union africaine (UA), et visant notamment à corriger l'injustice historique à l'égard du continent.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la Réunion préparatoire au niveau des experts de la 11e Réunion ministérielle du Comité des dix chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (C10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies qui se tiendra lundi, M. Magramane a souligné que "le large soutien dont bénéficie la position africaine commune au sein des Etats membres de l'ONU et des différents groupes d'intérêts est une sérieuse reconnaissance de la légitimité et de l'importance de la revendication de l'Afrique telle que formulée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte". Il a également relevé que cette réunion "se tient en une conjoncture délicate marquée par de sérieuses menaces, la dernière en date étant la violation continue des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU par l'occupant israélien, son mépris du droit international et des décisions de la Cour internationale de justice, malgré la dénonciation et les multiples appels internationaux à prendre des mesures immédiates et efficaces pour mettre fin à l'agression barbare à Ghaza". "La réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies est désormais une nécessité absolue", a soutenu M. Magramane, estimant que "la relance des négociations gouvernementales internationales dans ce cadre revêt une importance capitale". Dans ce contexte, M. Magramane a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé, à maintes occasions, notamment dans son discours lors des travaux de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, tenue en septembre dernier à New York, que "la relance des négociations internationales concernant la réforme du Conseil de sécurité selon une approche globale et intégrée doit être une priorité pour la communauté internationale, afin d'aboutir à un consensus sur une véritable réforme garantissant une représentation plus transparente, ce qui confirme l'engagement de l'Algérie en faveur de la position africaine commune pour mettre un terme à l'injustice historique à l'égard du continent africain". Il a appelé tous les participants, "à saisir l'opportunité de cette réunion pour insuffler une forte dynamique aux démarches collectives et apporter tout l'appui à la position commune pour gagner le pari et répondre aux attentes des peuples africains". De son côté, la directrice générale et ambassadrice itinérante du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de Sierra Leone, Mme Victoria Sulimani, a transmis les salutations du président de son pays, M. Julius Maada Bio, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Gouvernement algérien et au C10. Mme Sulimani a affirmé que "la 11e Réunion ministérielle continuera de plaider en faveur de la juste cause du C10, pour une représentation permanente au Conseil de sécurité de l'ONU", appelant, à cette occasion, tous les représentants des pays participants à "examiner minutieusement le contenu du programme ministériel, afin que les recommandations adoptées puissent permettre de cristalliser le soutien à la position africaine unifiée, en mettant l'accent sur les revendications et les droits africains communs pour corriger et lever les injustices dont est victime le continent africain". Dans ce contexte, elle a souligné que "l'Afrique plaide d'une seule voix pour la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU". La réunion préparatoire des experts se poursuivra dans l'après-midi, avec des séances à huis clos qui prévoient un état des lieux sur les négociations gouvernementales internationales, outre la présentation et le débat du document final, son examen et son adoption.

Le rôle des médias dans le soutien à la cause palestinienne souligné

Les participants au forum médiatique virtuel organisé par l'Union des agences de presse des Etats de l'Organisation de la coopération islamique "OCI" en collaboration avec la Ligue islamique mondiale (LIM) ont souligné, dimanche, le rôle crucial des médias dans le soutien à la cause palestinienne, en informant le monde de la souffrance des Palestiniens qui subissent un génocide perpétré par l'entité sioniste depuis le 7 octobre 2023. Dans une allocution prononcée à l'occasion, le Secrétaire général de la LIM et président du Conseil mondial des savants musulmans, Dr. Mohammad ben Abdelkarim Alissa a indiqué que le génocide commis dans la bande de Gaza ainsi que les massacres et les agressions horribles que subis le peuple palestinien représentaient une "infamie qui marquera l'humanité", affirmant que les médias ont joué un rôle primordial en dévoilant l'occupant et en transmettant une véritable image sur la situation à Ghaza. Il a, en outre, exhorté à faire pression sur l'entité sioniste en vue de la contraindre à cesser son agression barbare et à se plier au à la légalité internationale. A son tour, le Secrétaire général de l'OCI, Hissein Brahim Taha, a affirmé que les territoires palestiniens, particulièrement la bande de Ghaza connaissaient des massacres abjects, donnant ainsi une image réelle "sur le terrorisme organisé, la violence et le génocide" que commet l'occupant sioniste, d'où la nécessité de conjuguer tous les efforts dans tous les domaines, y compris les médias en vue de condamner ces crimes et traduire les auteurs en justice. Dans le même sillage, Le superviseur général des médias officiels palestiniens, le ministre, Ahmed Assaf, a soutenu que la Palestine, sur ces faits à Ghaza, avait réfuté toutes les allégations de l'occupation sioniste, en témoignent "les manifestations dans plusieurs pays ainsi que la reconnaissance de l'Etat de Palestine par divers pays à travers le monde outre l'adoption par l'ONU de résolutions en faveur de la Palestine". Il a affirmé que les médias, avec tous leurs moyens et outils, jouent "un rôle crucial" dans le monde d'aujourd'hui et sont en mesure de faire la différence en ce qui concerne la cause palestinienne. Pour sa part, le directeur général de l'Union des agences de presse de l'OCI, M. Muhammad Al-Yami a appelé les médias internationaux à "rapporter les développements survenant sur territoires palestiniens en toute transparence", soulignant que les médias contribuent à la prise de décision. Outre la séance d'ouverture, le programme du forum médiatique a porté sur trois principaux thèmes, tous axés sur la nécessité de renforcer la coopération médiatique. Au terme du forum, une série de recommandations ont été formulées, notamment la création de plateformes médiatiques spécialisées à même de suivre et de mettre en évidence les efforts internationaux et populaires concernant le respect des résolutions internationales sur la question palestinienne et l'élaboration de rapports périodiques à ce sujet, ainsi que l'intensification de la diffusion médiatique des initiatives et des déclarations émises par divers pays du monde sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine et la présentation de ces déclarations d'une manière positive. Il s'agit également du lancement d'un blog en ligne sur la terminologie médiatique pour tout ce qui concerne la cause palestinienne et le peuple palestinien.

Début des travaux de la Réunion préparatoire de la 11e Réunion ministérielle du C10 sur la réforme du Conseil de sécurité

Les travaux de la Réunion d'experts préparatoire de la 11e Réunion ministérielle du Comité des dix chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (C10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, prévue lundi, ont débuté dimanche au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger. Le C10 a été créé en 2005 pour appuyer la position africaine unifiée dans les négociations gouvernementales en cours dans le cadre de l'ONU sur la réforme du Conseil de sécurité. Il est composé de dix (10) pays africains, à savoir l'Algérie, la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Kenya, la Libye, la Namibie, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Sénégal et la Zambie. L'Algérie a toujours affiché sa disponibilité à contribuer efficacement à l'effort collectif visant à mobiliser davantage de soutien international en faveur de la position africaine commune sur la réforme du Conseil de sécurité, plaidant pour un projet de réforme "global, équilibré et intégré" de cet organe onusien. Elle a également souligné, à maintes occasions, son engagement à contribuer aux efforts de renforcement et de promotion de la position africaine unifiée concernant la question de la réforme du Conseil de sécurité, notamment en sa qualité de membre non permanent de cet organe onusien, et ce, selon une approche globale et intégrée permettant de corriger l'injustice historique à l'égard du continent africain.

La «question des prisonniers» exploitée par les sionistes

La «question des prisonniers» exploitée par les sionistes afin de légitimer le fait de tuer, de blesser, de mutiler, d'affamer et de traumatiser les Palestiniens à Ghaza, a provoqué l'ire de la rapporteuse des Nations unies (ONU) sur la Palestine, Francesca Albanese, sur la plateforme X, reprise par l'agence Wafa. Dans une publication sur «X» reprise, hier, par l'agence de presse Wafa, Albanese a dit que l'entité sioniste aurait pu libérer tous les prisonniers, vivants et intacts, depuis 8 mois, lors du le premier cessez-le-feu profitant de cette opportunité pour l'échange de prisonniers qui a été mis sur la table. Or, l'entité sioniste a poursuivi sa destruction de Ghaza et ses tueries contre les Palestiniens en tant que peuple, déplore-t-elle et accuse les sionistes d'intention génocidaire transformée en action. C'est «clair comme de l'eau de roche», a noté Francesca Albanese. Samedi dernier, les forces d'occupation ont commis un massacre dans le camp de Nuseirat, entraînant la mort de 210 civils palestiniens et la blessure de plus de 400 autres, sous prétexte de libérer 4 prisonniers sionistes, a indiqué Wafa notant que les forces d'occupation poursuivent leur offensive dévastatrice contre Ghaza par voie terrestre, maritime et aérienne depuis le 7 octobre 2023, entraînant la mort en martyrs d'environ 37.000 Palestiniens, dont une majorité d'enfants et de femmes, et la blessure de plus 83.000 autres, tandis que des milliers de victimes restent sous les décombres et sur les routes.

GÉRARD DEPARDIEU :

Son ex Karine Silla sort du silence et révèle la décision radicale de leur fille Roxane

Alors que Gérard Depardieu a été mis en examen pour viol, son ex-compagne Karine Silla vient de sortir du silence. Dans les colonnes de Paris Match, elle prend sa défense tout en révélant la décision radicale prise par leur fille Roxane face au scandale.

Les accusations sont graves à l'encontre de Gérard Depardieu. En 2020, l'acteur de 75 ans a été mis en examen pour viol après une plainte déposée par Charlotte Arnould. Depuis, deux autres femmes ont dénoncé des faits similaires : la journaliste espagnole Ruth Baza a porté plainte pour viol et la comédienne Héléne Darras pour agression sexuelle. Cette dernière, à qui il a donné la réplique dans le film Disco, a dénoncé ses abus présumés sur le tournage du film, en 2007. "Il me regarde comme si j'étais un morceau de viande. Moi, j'ai une robe ultra-moulante, il me rapproche de lui par la taille, ensuite, il passe sa main sur mes hanches, sur mes fesses… (...) Et dans l'oreille, il me demande de monter dans sa loge", a-t-elle notamment déclaré dans le numéro de Complément d'Enquête consacré au monstre sacré du cinéma et diffusé le 7 décembre dernier. Depuis, son action en justice a été classée pour prescription. Une décision qui ne semble pas l'étonner, comme elle l'a fait

savoir auprès de l'AFP. "Désormais, si mon témoignage permet à la justice d'avancer sur les plaintes non prescrites, ou s'il peut libérer la parole d'autres victimes, voire relancer le débat sur la prescription, tout cela n'aura pas été vain", a réagi l'actrice, âgée de 26 ans au moment des faits.

Karine Silla apporte son soutien à Gérard Depardieu

Les plaintes à l'encontre de Gérard Depardieu et le numéro de Complément d'Enquête ont beaucoup fait réagir dans la sphère people, si bien que plusieurs tribunes ont été signées, en faveur et contre l'acteur. Mais il y a une personnalité qui ne s'était jusqu'ici pas exprimée : Karine Silla, ex-compagne du comédien et mère de sa fille Roxanne. Dans les colonnes du dernier numéro de Paris Match, celle qui est désormais mariée au réalisateur Vincent Perez n'a pas hésité à prendre la défense de l'interprète de Cyrano de Bergerac. Comme toutes les ex-compagnes de Gérard Depardieu, Karine Silla affirme n'avoir jamais été témoin de comportements troublants de la part du papa de Guillaume, Julie, Roxane et Jean. "Le danger d'un sujet brûlant commenté par les médias, c'est que tout le monde y va bon train. Tout le monde parle, signe, crie. Mais qui, parmi ces milliers de gens, le connaît, l'a même juste rencontré ? Pas grave, c'est un homme public, il n'a plus le droit à sa vie privée, tant pis pour ses enfants, ils seront les dommages collatéraux !", déplore-t-elle auprès de nos confrères.

AFFAIRE TAPIE :

La somme monstrueuse que devra régler Dominique Tapie au fisc

Condamnée à rembourser plusieurs millions d'euros de dettes liées à son mari, Dominique Tapie vient de perdre une manche en justice. Son pourvoi devant le Conseil d'État concernant deux avis fiscaux a été rejeté. Dominique Tapie n'en a pas fini avec la justice et avec le fisc français. Aujourd'hui décédé, Bernard Tapie a laissé une énorme ardoise à sa femme. En avril dernier, on apprenait que le Consortium de réalisation (CDR), l'entité chargée de gérer le passif du Crédit Lyonnais, avait perçu 143 millions d'euros au titre du remboursement de l'arbitrage de 2008. 143 millions sur les 660 millions réclamés avec les intérêts. Mais en parallèle, la veuve du célèbre homme d'affaires a encore maille à partir avec le fisc français. Dominique Tapie a en effet été condamnée à régler 15 millions d'euros d'avis fiscaux datant de 2017, a appris Ouest-France. Le premier, évalué à 2,675 millions d'euros, concerne des arriérés d'impôts sur le revenu mis à la charge des époux Tapie au titre des années 1989, 1990 et 1991. Le second est bien plus important : 12,746 millions d'euros pour les années 1992, 1993 et 2016. Deux sommes auxquelles il faut ajouter le paiement de la taxe d'habitation (2016) et les pénalités correspondantes. Au total, Dominique Tapie doit donc 15,422 millions d'euros.

PROTÉGER MES PETITS-ENFANTS" :

Priscilla Presley prête à mettre fin à la guerre pour l'héritage ?

La guerre dans la famille Presley est-elle encore évitable ? Alors qu'une bataille pour l'héritage semble être amorcée depuis l'ouverture du testament de Lisa Marie, décédée brutalement début janvier, sa mère Priscilla a tenté un rapprochement inédit grâce à un message adorable sur Instagram...Jusqu'au bout, elle va tout faire pour se rapprocher de ses petites-filles ! Une semaine après les révélations de médias américains, qui dévoilaient que Priscilla Presley a décidé de contester le testament de sa fille Lisa Marie sur lequel elle n'est plus, la septuagénaire a tenté de resserrer ses liens avec ses petites-filles Riley (33 ans), Harper et Finley (14 ans). Et son message sur Instagram, dans lequel elle explique qu'elle fera tout pour garder sa famille unie, pourrait faire mouche. "Aujourd'hui, ça aurait dû être le 55e anniversaire de Lisa", explique-t-elle. Un triste anniversaire qui pourrait les rapprocher : "Mon souhait est de protéger mes trois petits-enfants et de garder notre famille unie. Dès le premier moment où j'ai tenu Lisa dans mes bras, je l'ai protégée, aimée et guidée, comme j'ai fait avec mon fils [Navarone, 35 ans, né d'une deuxième union, ndlr]." "Nos coeurs sont brisés, et je dois apprendre à vivre sans ma fille unique. Nous vous aimons vraiment tous, et nous sentons vos prières. Merci infiniment de prendre si profondément soin de notre famille", a-t-elle finalement conclu, en légende de différentes photos d'elle et de sa fille, parfois avec Elvis Presley, parfois sans. Ses petites-filles, particulièrement discrètes, n'ont pas encore réagi à ce message, ni au scandale qui menace leur héritage. Il faut dire que les jeunes femmes, sûrement particulièrement touchées par cette perte soudaine, survenue le 12 janvier après une crise cardiaque, doivent pour le moment se concentrer sur leur deuil et se remettre sur pied. Surtout que Benjamin, leur frère (né en 1993), s'était suicidé en 2020...

Un héritage problématique ?

En attendant, peut-être, de devoir livrer une bataille contre leur grand-mère : apprenant que son nom, ainsi que celui de l'ancien directeur commercial de Lisa Marie Presley avaient été retirés du testament en 2016 au profit de ceux de ses petits-enfants majeurs (donc désormais uniquement Riley), l'ex-femme d'Elvis Presley aurait été surprise et aurait annoncé sa décision de le contester pour toucher une partie de l'héritage. Et contrairement aux rumeurs, les comptes étaient remplis : plus de 11 millions d'euros auraient été retrouvés à son nom ! Une décision qui vaut également pour la garde de ses petites-filles : les discrètes jumelles, qui n'ont que 14 ans, pourraient aller vivre chez leur grand-mère même si leur père, Michael Lockwood, a fait une demande pour récupérer leur garde totale. A moins que celles-ci ne restent chez Danny Keough, le père de leurs frères et soeurs aînés, que Lisa Marie Presley avait retrouvé avant sa mort et qui les a élevées une grande partie de leur vie... En tout cas, la famille Presley n'a pas fini de faire parler d'elle, pour le meilleur, comme pour le pire !

DISPARITION DE KARINE ESQUIVILLON :

Le corps retrouvé dans les bois par les gendarmes après les aveux du mari

En garde à vue, dans la nuit de jeudi à vendredi, Michel Pialle a avoué avoir tué son épouse, portée disparue depuis le 27 mars. Trois mois d'enquête, pour un terrible dénouement. Dans la nuit de jeudi à vendredi, Michel Pialle est passé aux aveux, comme l'indique Le Parisien. Le mari de Karine Esquivillon a avoué avoir tué sa femme, âgée de 54 ans, portée disparue depuis la fin du mois de mars. Après avoir d'abord nié son implication, il a finalement conduit dans la nuit les enquêteurs dans un bois vendéen où il avait dissimulé le corps. Le corps était situé dans une zone à environ une dizaine de kilomètres du domicile de Michel Pialle, comme l'indique BFM TV. Le quinquagénaire va être présenté ce vendredi aux deux juges d'instruction en charge du dossier. Il devrait être mis en examen et incarcéré. Selon les informations du Parisien, l'homme évoque un accident avec une arme à feu, dans des circonstances qui restent à déterminer.

ESQUIVILLON, DAVAL, JUBILLAR…

Pourquoi une si longue attente avant l'interpellation ?

Michel Pialle a avoué avoir tué son épouse Karine Esquivillon, disparue fin mars, avant d'indiquer où se trouvait son corps. Dans ces affaires, la stratégie des enquêteurs est bien rodée. epuis plus de deux mois, Michel Pialle le répétait à l'envi : sa femme, Karine Esquivillon, est partie d'elle-même du domicile conjugal situé à Maché, en Vendée, le lundi 27 mars. Celle dont il était séparé, mais avec qui il vivait toujours, serait ainsi partie sur un coup de tête, emportant le livret de famille et un magot constitué de pièces d'or et d'argent en liquide représentant entre 30 000 et 40 000 euros, selon les différentes versions que Michel Pialle a données aux médias. Lui n'aurait rien vu, occupé à chercher leur chat qui se serait enfui…

MEGHAN MARKLE :

Sa soeur Samantha face à "l'humiliation, la honte et la haine", elle contre-attaque

On ne choisit pas sa famille, Meghan Markle non plus et elle doit s'en mordre les doigts. Depuis que sa relation avec le prince Harry a été rendue publique, sa famille s'en donne à coeur joie pour lui mettre des bâtons dans les roues. Dernier coup en date ?

Une attaque de sa demi-soeur Samantha Markle.

L'année 2023 ne sera pas de tout repos pour Meghan Markle. Si elle pensait être enfin tranquille après les grandes vagues causées par la diffusion du documentaire Harry & Meghan et la parution de Spare [Le Suppléant en français, ndlr], les mémoires de son mari, il n'en est rien. C'est sa famille qui, cette fois-ci, est décidée à pimenter son quotidien. Sa demi-soeur Samantha tout particulièrement. Comme le Daily Mail et The Mirror le précisent, Samantha Markle a décidé de contre-attaquer Meghan Markle après les propos qu'elle a tenus à son sujet au cours de l'interview que les Sussex ont accordée à Oprah Winfrey au printemps 2021. Elle n'aurait pas supporté que la duchesse de Sussex fasse part de son enfance en tant que "fille unique" alors qu'elle a côtoyé Samantha et son frère Thomas. Pour "l'humiliation, la honte et la haine à l'échelle mondiale", Samantha Markle lui réclame donc près de 70.000 euros de dommages et intérêts. Mais pas que. Si elle demande à Meghan Markle de témoigner, Samantha Markle souhaite également que le prince Harry prenne part à cette action judiciaire en faisant l'objet d'une déposition filmée et sous serment afin de mettre le couple en contradiction sur une trentaine de motifs, le racisme de la famille royale britannique notamment. Elle a obtenu gain de cause puisque le juge a rejeté la motion de Meghan Markle qui souhaitait ne pas faire de déposition. La femme du prince Harry est attendue au tribunal au mois de juillet.

La guerre des sœurs

Ce n'est pas la première fois que Meghan Markle et Samantha Markle se tirent dans les pattes. L'ancienne actrice est persuadée que les interventions de sa demi-soeur ne sont que le fruit d'une recherche de notoriété et de profit à l'image de la paparazzade qu'avait organisée son père Thomas Markle. Pour Meghan Markle, sa famille - à l'exception de sa maman Doria Ragland - est prête à tout pour profiter de la popularité de son couple avec le prince Harry. Des relations très tendues qui ne devraient donc pas s'arranger...

JOURNÉE DE L'ARTISTE:

Hommage appuyé à Alger à El Hadj Rabah Driassa

Un méga-concert de chansons de la variété algérienne a été animé, samedi à Alger, par une pléiade de jeunes artistes, en hommage au poète et doyen de la chanson algérienne des temps modernes, El Hadj Rabah Driassa, devant un public nombreux.

Organisé par le ministère de la Culture et des Arts, le spectacle, accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, a rendu hommage à la grande figure de la chanson algérienne dans ses déclinaisons bédouie et moderne, le regretté El Hadj Rabah Driassa (1934-2021), le jour de célébration de la Journée de l'Artiste (le 8 juin de chaque année). Dans une ambiance de grands soirs et un décor somptueux, rehaussé par l'introduction sur le coin de la scène du siège personnel domestique de Rabah Driassa, que son fils Abdou occupera dès l'entame de cette soirée-hommage, déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger et de plusieurs artistes de générations et domaines différents, venus de toutes les régions d'Algérie. Sous le reflet des panneaux argentés, supports à un éclairage vif et multicolore, le méga-concert a été conduit par une dizaine de jeunes artistes à l'expérience déjà bien engagée, qui ont restitué quelques chansons, du regretté ténor des temps modernes, auteur d'une brillante carrière jalonnée de succès qui auront ainsi célébré l'Algérie

dans ses moments de fêtes nationales et religieuses et ses mutations sociales. Soutenus par un orchestre d'une quinzaine d'instrumentistes virtuoses et une quarantaine de voix polyphoniques, du Chœur "Icosium", respectivement dirigés par Amine Dahane et Mohamed Mehannek, les interprètes, Nasreddine Blidi, Nour El Houda Ghennoumet, Romeissa Chikhi, Abdelouahab Djazouli, Kamel Mellouk, Zineb Aouidad et Abdou Driassa, ont embarqué l'assistance dans une randonnée onirique à plusieurs stations marquant l'univers prolifique du poète et chanteur de "Khoud el meftah ya fellah" et "Hayyiw El Mouloud bech'mouâe ou dhikr El Ilah". Les pièces, "Ya Chems", "Nedjma Kotbiya", "H'mama", "Ma nehki", "Kholkhalek mel", "H'na Hedjadj", "Al Awwama", "Momarrida", "Hayya Ya Djazair", "Yah'yaw awlad bladi" et "Ana Djazaïri", ont été brillamment rendues par l'ensemble des interprètes, qui sont intervenus en live, ou accompagnant des versions originales projetées sur un grand écran. Dans des atmosphères solennelles et pleines d'émotions, Abdou Driassa a conclu avec "Yal Haj", un titre dans lequel il s'adresse à son père, rappelé au jeune public notamment, par la projection sur grand écran, de plusieurs "Moments nostalgiques de carrière" du grand maître de la variété algérienne, auteur et interprète également de "Djabou El Baccalauréat djabou". Soirée réussie, le spectacle a été soumis à une mise en scène technique minutieuse conduite, entre autre, par Nada Jundi à la tête d'une régie qui annonçait les différentes parties du spectacle dans le suspens des comptes à rebours. Entre joie et émotion, le public, parmi lequel la grande famille de l'artiste mis à l'honneur, El Hadj Rabah Driassa, a savouré tous les moments de la soirée dans l'allégresse et la volupté, applaudissant longtemps les artistes. A l'issue de la soirée, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji est montée sur scène pour accueillir Hezia Driassa aux côtés de son frère Abdou et leur remettre des distinctions honorifiques, ainsi que pour l'ensemble des artistes qui ont animés ce bel hommage.

Réactivation du FDATIC en 2025 et création d'un orchestre symphonique international

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a annoncé, samedi à Alger, la décision du président de la République de réactiver le Fonds national pour le développement de l'Art, de la Technique et de l'Industrie cinématographique et de la Promotion des Arts et des Lettres (FDATIC) dans le cadre de la loi de finances 2025, outre la création dans le cadre de l'implication de la communauté nationale à l'étranger, d'un orchestre symphonique international au service du rayonnement culturel en Algérie. Lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats des différentes catégories de la 18e édition du prix du président de la République pour les jeunes créateurs "Ali Maachi", qui coïncide avec la Journée nationale de l'artiste, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), Mme Mouloudji a annoncé "la décision judicieuse du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de réactiver le FDATIC dans le cadre de la loi de finances 2025", affirmant que "cela reflète l'intérêt qu'il accorde à la scène culturelle et artistique dans notre pays, et son attachement à répondre aux attentes et aspirations des cinéastes et artistes algériens". Ce fonds avait été fermé à la fin de l'année 2021, a-t-elle rappelé. Lors de cette cérémonie présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la ministre a évoqué les différents acquis obtenus dans le secteur, notamment dans les domaines de l'écriture, du patrimoine, du cinéma, du théâtre et autres formes d'arts expressifs. Elle a estimé que ce qui a été réalisé traduit "l'intérêt des dirigeants politiques de notre pays, à leur tête le président de la République, pour ce projet culturel intégré, permettant à notre pays d'accéder au niveau requis sur le plan international, ajoutant que cette démarche nous impose, aujourd'hui, de redoubler d'efforts pour concrétiser ce projet national ambitieux, en tenant compte des nouveaux enjeux et défis majeurs auxquels notre pays fait face, tant au niveau national, régional qu'international". Evoquant l'implication de la communauté nationale à l'étranger dans la chose culturelle, en application des instructions du président de la République, la ministre a annoncé "la création de l'Orchestre symphonique international d'Algérie avec la participation de musiciens algériens établis à l'étranger et de musiciens des plus grands orchestres du monde, lequel sera chargé de promouvoir la musique algérienne dans les fora internationaux et le monde entier". A cette occasion, un hommage a été rendu à la troupe artistique du FLN et un exemplaire symbolique du livre "Etoiles de la Révolution en marche de gloire" a été remis au Premier ministre par le moudjahid Mustapha Sahnoune et la moudjahida Halima Zarkaoui et ce dans le cadre des instructions du président de la République pour la réalisation de la biographie de la troupe artistique du FLN "en reconnaissance de son rôle pionnier dans la glorieuse guerre de Novembre et de sa lutte pour la patrie", a déclaré la ministre. Les premiers prix ont été attribuées à Amouadj Douas et à Fatima Gharbi (roman), à Seif-Eddine Ben Dar (interprétation théâtrale), à Choaib Kouki (dramaturgie), à Mansour Touahria

(musique), à Nia Mohamed Lamine (chorégraphie), à Maghith Mohamed Larbi Benothmane (arts plastiques) et à Youssef Debihi (cinéma et audiovisuel). Les deuxième et troisième prix ont été décernés à Lyes Laarafa et Gharbi Abdelbasset (roman), à Abdelmonaim Amer et Khadidja Debba (poésie), à Asma Chikh et Belahcene Yamna (interprétation théâtrale), et à Walid Abdelahi et Hanane Maachou (dramaturgie). Dans la catégorie oeuvres musicales, le prix a été décroché par Taleb Yanis et Zakaria Zajlou et dans la catégorie dance, à Khaled Gourinat et Yasmina Tinhinane Hadi. Dans la catégorie des arts plastiques, la deuxième place est revenue à Mehdi Milat et la troisième à Abdelkrim Bougrit. Pour la catégorie cinéma et audiovisuel, les prix ont été attribués à Oussama Khemadj et Louai Ouksil. Les lauréats du prix "Ali-Mâachi" ont exprimé leur fierté d'avoir remporté ce prix décerné par le président de la République aux jeunes créateurs, affirmant que cette victoire les encourage à innover et à travailler davantage dans les domaines des arts, de la culture et des lettres. La lauréate du premier prix dans la catégorie Roman, Douas Amouadj, a souligné avoir réalisé son rêve de décrocher ce prix, et qu'elle se sentait, après cette distinction, "plus engagée et déterminée à fournir davantage d'efforts en matière d'écriture romanesque". Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a procédé à la remise des prix aux lauréats de chaque catégorie. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence du Conseiller du président de la République chargé de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle et de la Culture, Mohamed Seghir Saâdaoui, de représentants des présidents de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation et des figures de la scène artistique et culturelle. Le jury, présidé par l'universitaire et écrivain Waciny Laredj, était composé de romanciers, de poètes, d'académiciens et d'artistes.

Nouvelles avancées socio-professionnelles pour les artistes et opération nationale de distribution de livres

La ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji a présidé, jeudi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, la signature d'une convention-cadre visant une meilleure prise en charge socio-professionnelle de l'artiste, et donné le départ à une caravane nationale de distribution de livres à travers l'ensemble du territoire national. En présence de représentants, des deux chambres parlementaires et du ministère du Travail, ainsi que de responsables d'institutions culturelles sous tutelle et de plusieurs artistes dans les différentes disciplines, la ministre de la Culture et des Arts, a présidé les deux événements qui marquent successivement, les Journées nationales, du livre et des Bibliothèques, et de l'artiste, célébrées respectivement, les 7 et 8 juin de chaque année. Cette convention-cadre, qui permettra aux professionnels des arts de bénéficier de plus d'avantages sociaux qui viennent s'ajouter à ceux consacrés par la loi sur le statut de l'artiste promulguée en octobre 2023, est le résultat de la mise en œuvre des textes d'application des lois sur l'artiste et les intermittents du spectacle. Elle a été signée, pour le ministère de la Culture et des Arts, par le directeur de l'administration, Abdelkader Benaldjia, et le directeur central du développement et de la promotion des Arts, Cheddad Bezia, et du côté de la Mutuelle Indépendante des Fonctionnaires d'Algérie (MIFA), par le président de son Conseil d'administration, Mohamed Rida Louahem M'sabah. La possibilité de création de coopératives artistiques qui offriront aux professionnels des arts un cadre légal et organisé pour la domiciliation et la réalisation de leurs projets a également été annoncée et expliquée, tout comme la plateforme "ArtYن", lancée par Soraya Mouloudji et destinée à la demande d'établissement et au renouvellement de la carte d'artiste, tout en assurant à son titulaire un suivi en ligne de son dossier administratif et de son parcours artistique. Projeté sur grand écran, le détail des points inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre, qui marque ainsi une autre avancée significative quant à la prise en charge socio-professionnelle des artistes, a été développé par l'inspecteur général du ministère de la Culture et des Arts, Missoum Laroussi, relayé par la présidente du Conseil national des Arts et des Lettres (CNAL), Djazia Fergani, qui s'est chargée de présenter la plateforme "ArtYن". La ministre a déclaré l'"existence de 222 disciplines artistiques, réparties sur neuf chapitres, dont deux récemment créés, et qui concernent +Les Arts de la rue+ et +Les Arts numériques+". Auparavant et à l'entrée du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, la ministre, accompagnée d'une pléiade d'artistes, entre, éditeurs, écrivains, poètes, plasticiens, comédiens, musiciens et chanteurs, a donné le départ à une opération de distribution de 168706 livres dans les différents domaines de la Science, l'Histoire et les Lettres, à travers les wilayas de l'ensemble du territoire national. La première caravane, dont le départ à été donné jeudi, concerne les bibliothèques de lecture publique, ainsi que les organismes et associations culturelles de 22 wilayas qui bénéficieront ainsi de quelques 60598 ouvrages, pour que cette opération de distribution se poursuive sur les 36 wilayas restantes, le "4 juillet prochain, à la veille de la célébration du 62ème anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, ou quelques 108108 livres attendent d'être distribués", a annoncé le département de la Culture et des Arts.

BEJAIA:

Clôture du Festival culturel de la chanson et musique kabyles

Le rideau est tombé, samedi, sur la 14e édition du Festival culturel local de la musique et de la chanson kabyles, organisée depuis quatre jours dans la ville de Kherrata à 70 km à l'est de Bejaia. La manifestation a été clôturée par un plateau qui a fait la part belle aux trois lauréats de la manifestation et trois autres chevronnés que sont Louali Boussaâd, Tahar Anza et le groupe Thafat. Les récipiendaires de cette saison, "Iftioujene" (Les étincelles) de Timezrit, "Fanny" de Bejaia et "Oussane" (jours) de Bejaia, dont les noms avaient été proclamés avant le début de l'événement, ont reçu leurs récompenses consistant en des chèques d'une valeur respective de 300.000, 200.000 et 100.000 dinars. Chacun des lauréats, désigné par un jury de spécialistes au terme d'une compétition qui a drainé près d'une vingtaine de candidats issus des wilayas de Bejaia, Tizi-Ouzou et Boumerdès, sera pris en charge ultérieurement par le commissariat du Festival pour la production de son premier single par un grand studio."Ce n'est que justice au regard de leur talents et des promesses qu'ils couvent", a expliqué le commissaire du Festival, Lyazid Abdi, de son nom d'artiste Azifas, assurant qu'il "leur sera accordé tout l'intérêt voulu, notamment en terme de promotion artistique".

Détention provisoire pour 15 autres mis en cause dans les actes de vandalisme au stade Hamlaoui

15 autres mis en cause ont été placés en détention provisoire pour actes de violence et de vandalisme survenus récemment au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine.

En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale et suite au communiqué du 5 juin 2024 concernant les actes de violence et de vandalisme survenus au stade Hamlaoui de Constantine, le parquet de la République près le tribunal de Constantine, informe l'opinion publique que les investigations se sont poursuivies avec les autres individus cités dans l'enquête pour actes criminels », a indiqué ce dimanche le parquet de la République près le tribunal de Constantine dans un communiqué.

Mise en feu des biens de l'Etat

« En date du 9 juin 2024, quinze (15) mis en cause ont été déferrés devant le Parquet, contre lesquels une information judiciaire a été ouverte pour crimes de mise en feu des biens de l'Etat et d'actes de vandalisme et de destruction portant préjudice à la sécurité et à l'ordre public commis dans le cadre d'un groupe criminel organisé outre les délits d'incitation à la haine et à la violence, création, gestion et supervision d'un compte électronique destiné à la publication d'informations et d'idées incitant à la discrimination et à la haine, agressivité et violence avec préméditation contre des agents de la force publique durant l'accomplissement de leurs missions, et port d'armes blanches », lit-on dans le document du Parquet. « Après audition des mis en cause par le juge d'instruction, ce dernier a ordonné de les placer en détention provisoire », a conclu le communiqué.

INTER-LIGUES :

Le MC Saïda termine co-meilleure équipe, tous groupes confondus

Le MC Saïda, qui a réussi à faire son retour en Ligue 2 de football après une saison de sa relégation, a terminé le championnat du groupe Ouest avec un total de 80 points, une performance que seule la JS Jijel a réussi à réaliser dans les six poules de l'inter-ligues. Les Vert et Rouge de Saïda ont fini en beauté leur championnat, en battant à domicile la JS Bendaoud (2-0), samedi, dans le cadre de la 30e et dernière journée. Il s'agissait de la 26e victoire du MCS qui a fait face à une rude concurrence de la part de l'IRB El Kerma, durant pratiquement tout l'exercice. A l'arrivée, les protégés de l'entraineur Hakim Benslimane ont eu le dernier mot après avoir concédé seulement deux défaites et deux nuls en 30 matchs. Un parcours flamboyant qui a été fêté de la plus belle des manières lors de l'ultime journée de la compétition, qui a coïncidé aussi avec la dernière sortie de la saison des gars de Saïda au stade Saïd Amara. Cette enceinte footballistique a renoué d'ailleurs avec l'ambiance d'antan, après avoir été "boudée" par les supporters locaux au cours des derniers exercices. En cause, les mauvais résultats de leur équipe qui a fini par rétrograder en troisième palier à l'issue de la saison passée. Mais la réaction des "Mouloudéens" ne s'est pas faite attendre, comme l'atteste leur retour rapide en Ligue 2, s'imposant comme co-meilleure équipe de l'Inter-ligues, tous groupes confondus, en compagnie de la JS Jijel. Outre

cette formation de l'Est du pays, qui fait son retour en deuxième palier après près de trois décennies d'attente, les champions des quatre autres groupes de l'inter-ligues ont pour noms : le MB Rouissat (74 pts), l'US Bechar Djedid (75 pts), l'US Chaouia (65 pts) et la JS El Biar (77 pts).

FUTSAL :

La Ligue nationale œuvre pour la création d'un championnat "d'élite"

La Ligue nationale du football en salle (LNFS) projette, dans un avenir proche, de mettre en place un championnat de Futsal "d'élite" composé d'un seul groupe au lieu de trois, comme c'est le cas actuellement, afin d'améliorer encore le niveau général de ce sport, a déclaré à l'APS, le président de cette instance, Mohamed Salah Hachichi. " Notre objectif est d'arriver, dans un proche avenir, à un championnat d'élite qui regroupe la crème du futsal algérien. Cela devrait permettre d'améliorer davantage le niveau de cette discipline en Algérie", a indiqué Hachichi, en poste depuis février 2023. Le même responsable, qui s'exprimait en marge de la finale du championnat d'Algérie de futsal, jouée samedi soir à Oran et soldée par la victoire du Paradou AC face à l'AS Auzium (Akbou) sur le score de 5-4, a mis en exergue les progrès enregistrés par ce sport, ces dernières années, aussi bien sur le plan du nombre de pratiquants que le niveau qui s'améliore d'un exercice à un autre. "On compte quelque 70 clubs qui évoluent dans les trois divisions, dont 24 jouant en Division 1, répartis sur trois groupes (Centre-est, Centre-ouest et Sud). Les premiers de chaque groupe, en plus du meilleur deuxième des trois poules se sont qualifiés aux demi-finales du championnat qui ont permis au PAC et à l'AS Auzium de valider leurs billets pour la finale d'aujourd'hui", a-t-il expliqué. Il s'est dit, au passage, "très satisfait" du déroulement de l'exercice 2023-2024, clôturé à l'issue de la finale du championnat, qui a été précédée, le 2 mai dernier, par la finale de la Coupe d'Algérie au terme de laquelle la formation d'El Kseur a remporté le trophée au dépens de l'AS Auzium. " J'estime que le futsal en Algérie est en net progrès à tous les niveaux. La Fédération algérienne de football accorde un intérêt particulier à cette discipline, comme l'atteste l'apport significatif qu'elle est en train de nous fournir. Notre objectif est d'arriver à rivaliser avec les meilleurs de la discipline sur le plan continental et mondial", a poursuivi le président de la LNFS.

Lancement prochain d'un championnat féminin

C'est ce challenge important qui pousse l'instance de Hachichi à prévoir un championnat d'élite, "car avec un tel système de compétition, le niveau de notre championnat va augmenter sensiblement, vu que la concurrence sera rude entre les meilleurs", a-t-il estimé. Pour ce faire, le patron de la LNFS souhaite une meilleure prise en charge des clubs dans les différentes régions du pays, précisant que le volet financier est pour beaucoup dans la répartition du championnat du premier palier sur trois poules "afin d'éviter aux clubs les longs déplacements qui leurs valent des dépenses énormes au moment où leurs moyens financiers sont limités", a-t-il déploré. En revanche, il a salué l'attitude du ministère de la Jeunesse et des Sports qui a instruit les différentes directions de son secteur dans les différents wilayas pour "mettre leurs salles omnisports au profit des clubs afin d'encourager davantage la promotion de cette discipline". Pour Hachichi aussi, le fait que l'équipe nationale soit éliminée difficilement par son homologue libyenne, il y a quelques mois, dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations, prouve que le futsal en Algérie "est sur la bonne voie". "Notre sélection a été éliminée contre la Libye après avoir concédé le but du nul dans les dernières secondes de la partie. Avoir tenu la dragée haute à un adversaire qui compte dans son palmarès des titres africains et des participations au Mondial prouve que nous avons du potentiel", s'est réjoui le même interlocuteur. Enfin, Hachichi a fait savoir que son instance œuvre aussi à lancer un championnat féminin "dans les toutes prochaines années", un projet sur lequel la LNFS travaille en étroite collaboration avec la FAF.

Le Paradou AC bat l'AC Auzium (5-4) et conserve son titre

La Paradou AC a réussi à conserver son titre de champion d'Algérie du football en salle (Futsal) après avoir battu, samedi soir à Oran, sur le fil l'AC Auzium (Akbou) sur le score de 5 buts à 4. Le match, qui a eu pour théâtre la salle omnisports du complexe sportif Miloud-Hadefi, a été disputé de bout en bout, entre deux formations considérées comme les meilleures du moment de la discipline en Algérie. C'est le club de la banlieue d'Alger qui a ouvert le bal en prenant l'avantage dès la 6e minute. Mais c'était sans compter sur la détermination du représentant de la wilaya de Béjaïa qui, après de maintes tentatives, a réussi à égaliser à la 15e. Depuis, aucune équipe n'a réussi à prendre le dessus sur son rival, et ce, jusqu'à la fin du premier half soldé par un nul (1-1), somme toute logique. Les gars du Paradou entament en force la deuxième période. A peine neuf minutes passées, qu'ils parviennent à reprendre l'avantage puis creuser l'écart grâce à deux réalisations. Les quelques dizaines de spectateurs présents dans la salle ont cru que les Algérois ont scellé le sort de la partie. Mais le second souffle des gars de "Yemma Gouraya" leur a permis de réussir une spectaculaire "remontada", en réduisant la marque, puis en égalisant en l'espace de trois minutes, avant de prendre l'avantage à la 26e. La joie des joueurs de l'AC Auzium a été de courte durée, puisque les Jaune et Bleu vont rapidement remettre les pendules à l'heure, quelques secondes après le quatrième but de l'adversaire. Et au moment où l'on se dirigeait vers les prolongations, le PAC ajoute un cinquième but avant 7 secondes du coup de sifflet final de l'arbitre. Grâce à cette réalisation, le PAC a pris sa revanche de son adversaire qui l'a battu, il y a quelques semaines, en demi-finales de la coupe d'Algérie, et s'adjuge un deuxième titre d'affilée en championnat national. En revanche, l'AC Auzium, perd sa deuxième finale, après celle en coupe d'Algérie, début mai dernier, face à l'O El Kseur, même si son parcours est à mettre en valeur, d'autant plus qu'il s'agit de sa première saison parmi l'élite. En fin de match, l'entraineur du PAC, Nassim Tellaa, a estimé, dans une déclaration à l'APS, que le mérite dans cette victoire "revient aux joueurs qui y ont cru jusqu'aux derniers instants de la partie". De son côté, l'entraineur adjoint de l'AC Auzium, Rafik Guerrout, s'est dit déçu de cette deuxième finale perdue, ajoutant que l'expérience de l'adversaire a fait la différence dans ce match.

MCA :

Le stade de Douera est presque prêt

Le ministre de l'habitat Mohamed Belarbi a visité hier le stade Ali Ammar de Douera afin de voir les avancées des travaux de finition. Il a pu ainsi constater voir les travaux effectués sur le parvis avec l'installation de jets d'eau et d'écrans ainsi que l'installation du nom du stade en arabe au-dessus de l'entrée principale. A l'intérieur outre les écrans géants, des écrans LED en bandeau ont été installés tout au long du pourtour du deuxième étage des tribunes. Le ministre qui s'est rendu au stade en compagnie du directeur de la télévision publique, a vu aussi les installations techniques en vue de la diffusion des matchs et a ordonné une accélération des essais afin de se préparer à faire un match test. Par ailleurs l'état de la pelouse est aussi dans un excellent état. Aucune date de livraison du stade n'est annoncée mais le MC Alger espère pouvoir bénéficier de ses nouvelles installation dès la saison prochaine en septembre.

UNE VICTOIRE DU MCO FACE À EL BAYADH AUJOURD'HUI EST SYNONYME DE MAINTIEN:

Bouzidi :" on est à un pas de notre objectif"

C'est une autre finale qui attend les Oranais aujourd'hui ou le MCO recevra la formation d'El Bayadh, un concurrent direct pour le maintien. Les choses sont claires aujourd'hui pour les camarades de Benayad, s'ils veulent assurer définitivement le maintien, ils n'ont pas d'autres choix que de gagner. Cela ne sera tout de même pas facile face à un adversaire direct pour la survie en première division et surtout que ce match se jouera sans public, ce que les Hamraoua puisque la force de l'équipe réside dans la présence de ses supporters et cette fois-ci, la bande à Bouzidi doit faire sans ses inconditionnels face à un adversaire qu'elle a déjà battue en match aller sur un but de Motrani. L'équipe s'est préparée à l'hôtel "El Mouahidine", et le coach Bouzidi ne devrait pas apporter beaucoup de chagements dans le 11 rentrant à qui manquera le gardien Della, reste à savoir si le coach donnera à nouveau la chance à Hamidi ou s'il alignera cette fois-ci le revenant Boukerit Fares. Pour les autres postes on devrait revoir le même onze qui est revenu avec le point du match nul de Khenchla face au CSC, avec la possibilite de revoir Motrani en attaque. De son côté le coach Bouzidi a déclaré après le dernier match : " en revenant avec le nul face au CSC,on a franchi un grand pas pour le maintien, mais rien n'est encore fait et on doit gagner ce match face a El Bayadh et comme on a pu réaliser un bon résultat face au CSC sans notre public, on tâchera refaire le coup est de gagner pour assurer définitivement notre maintien en ligue 1 inchallah".

L.Nacer

أخبار وطنية
روبورتاجات
تحقيقات
حوارات
تسالي...
الديوان
يومية وطنية متخصصة ثقافية
EL-DIWAAN

ED DIWAN

Quotidien national d'informations culturelles

N°1682

Mardi 11 Juin 2024

ÎLES FÉROÉ :

Plus de 500 dauphins déjà abattus

La controversée chasse aux cétacés a débuté aux îles Féroé, avec plus de 500 bêtes déjà abattues depuis le début de la saison, a indiqué jeudi l'administration locale de ce territoire danois autonome de l'Atlantique nord. "Hier, il y a eu deux "grind" l'un avec 266 prises et l'autre 180 selon le premier bilan", a dit à l'AFP un porte-parole du gouvernement féringien.

LES PRENANT POUR DES CANNIBALES:

Un adolescent Américain tue sa famille par peur d'être « mangé »

Un adolescent a été incarcéré au Texas fin mai après avoir abattu ses parents, sa sœur et son frère dans leur maison de Nash, fin mai 2024. Il aurait expliqué avoir agi par peur d'être mangé par ses proches, qu'il prenait pour des cannibales. En arrivant sur place, les forces de l'ordre ont fait face à un véritable forcené, barricadé dans le logement.

AFRIQUE DU SUD :

Un jeune footballeur poignardé à mort

Oshwin Andries, 19 ans, est décédé après avoir reçu plusieurs coups de couteau à la tête et au dos dans une taverne, agressé par un homme auquel il venait de faire une blague. C'est une vague d'émotion qui touche actuellement le football sud-africain. Oshwin Andries, 19 ans, annoncé comme un grand espoir dans son pays, a été assassiné la semaine dernière, à quelques jours de son 20e anniversaire.

Un mort dans une embarcation de migrants secourue au large des Canaries

Les sauveteurs espagnols ont indiqué mardi avoir secouru une embarcation de migrants au large de l'archipel des Canaries dans laquelle ils ont trouvé un homme mort et 84 autres migrants venus de pays d'Afrique subsaharienne.

EQUATEUR :

Cinq touristes tués « par erreur » par un gang sur une plage

Selon la police, une vingtaine de personnes armées ont enlevé des touristes équatoriens car ils les prenaient pour des rivaux. L'Equateur pleure une nouvelle fois des victimes collatérales du narcotrafic. Cinq touristes équatoriens ont été enlevés et tués sur la plage d'Ayampe, dans le sud-ouest du pays, après avoir été pris pour des rivaux des assaillants.

MEXIQUE:

Un maire assassiné dans une région secouée par le trafic de drogue

Un commando a tué samedi soir le maire d'une localité de l'Etat du Michoacan, dans l'ouest du Mexique, une région secouée par la violence liée au trafic de drogue, a annoncé le parquet régional dans un communiqué. Guillermo Torres, 39 ans, maire de Churumuco, et son fils de 14 ans « ont été attaqués » par balles dans un restaurant de Morelia, la capitale du Michoacan.

INDONESIE :

Le corps une femme entièrement vêtue retrouvé dans l'estomac d'un python de 5 mètres

Une femme a été retrouvée morte, vendredi dans le centre de l'Indonésie, dans le ventre d'un python qui l'avait entièrement avalée. Farida, 45 ans, a été découverte vendredi à l'intérieur d'un python réticulé, qui mesurait environ cinq mètres. La mère de quatre enfants avait disparu jeudi soir, et des recherches avaient été lancées, a expliqué à l'AFP le chef du village, Suardi Rosi. Les habitants du village de Kalempang, situé dans la province de Sulawesi Sud en Indonésie, ont fouillé la zone et ont rapidement repéré « un python avec un gros ventre », a déclaré Suardi Rosi. « Ils ont décidé de lui ouvrir l'estomac et la tête de Farida est apparue. » La victime était entièrement vêtue à l'intérieur du serpent. De tels incidents sont extrêmement rares, mais plusieurs personnes sont mortes en Indonésie ces dernières années après avoir été avalées par des pythons. L'année dernière, des habitants du district de Tinanggea, dans le sud-est de Sulawesi, ont tué un python de huit mètres, qui avait étranglé

et mangé un fermier. En 2018, une femme de 54 ans a été retrouvée morte à l'intérieur d'un python de sept mètres dans la ville de Muna, dans le sud-est de Sulawesi.

EQUATEUR:

Huit morts dans une nouvelle attaque

Au moins huit personnes ont été tuées et huit blessées samedi en Equateur, lors d'une attaque à main armée à Guayaquil (sud-ouest), a annoncé la police. Il s'agit de la troisième tuerie en deux jours dans ce pays. »Plusieurs individus armés à bord d'un véhicule » ont ouvert le feu sur un groupe de personnes » dans un quartier du sud de la ville vers 18H55 locales (23H55 GMT), précise la police dans un communiqué. « Deux personnes sont mortes sur le coup » et les autres sont décédées des suites de leurs blessures, a détaillé la police, en ajoutant que les huit personnes blessées ont été placées en garde à vue. Cinq touristes équatoriens avaient été enlevés vendredi et tués sur la plage d'Ayampe, également dans le sud-ouest de l'Equateur, après avoir été pris pour des rivaux des assaillants.

CENTRAFRIQUE :

Au moins huit personnes tuées près de la ville de Damara

Huit personnes ont été tuées jeudi par des hommes armés non identifiés près de la ville de Damara, dans la préfecture de l'Ombella M'poko (sud-ouest de la Centrafrique), ont indiqué vendredi des sources locales concordantes. "L'acte s'est produit aux alentours du village Libi où plusieurs personnes issues d'une même famille partaient à la chasse et ces dernières sont tombées dans le filet des hommes armés qui les ont abattus", a précisé une source militaire, citée par des médias. Le commandant de Brigade de la gendarmerie territoriale de Damara, a affirmé que la situation est sous contrôle des forces régulières qui mènent actuellement des opérations de ratissage dans la localité. Selon des observateurs locaux, des hommes armés rôdent ces derniers temps dans cette localité pour voler les bœufs des transhumants.

PARCOURS A VELO POUR LA CAUSE SAHRAOUIE:

Des militants suédois achèvent leur périple

Les militants suédois qui parcourent le monde à vélo, depuis plus de deux ans, pour faire connaître la cause du peuple sahraoui et son combat pour l'exercice de son droit à l'autodétermination, sont arrivés, ce week-end, au terme de leur périple en France avant de pédaler vers l'Espagne et le Portugal puis de rejoindre l'Afrique du Nord, jusqu'à leur destination finale, au Sahara occidental. Depuis plus de deux ans, ces militants suédois de "Solidarity Rising" parcourent le monde à vélo afin de sensibiliser les populations quant à la question du Sahara occidental, la dernière colonie d'Afrique. Jeudi, ces pèlerins de la liberté sahraouie ont été accueillis à Narbonne (sud), par des membres et sympathisants de l'association Union Algérie Occitanie. Ils ont rejoint Perpignan vendredi, avant de pédaler vers l'Espagne et le Portugal puis de rejoindre l'Afrique du Nord, jusqu'à leur destination finale.

CORÉE DU SUD:

Un employé tué par un robot dans une usine

Un homme a été tué par un robot d'usine, dans une manufacture de tri de nourriture en Corée du Sud. L'homme, un technicien d'une quarantaine d'années, travaillait à vérifier le bon fonctionnement du robot lorsque ce dernier l'a confondu avec "une boîte contenant des poivrons", rapporte le média spécialisé The Register.

ÉTATS-UNIS:

Un Américain exécuté pour un quadruple meurtre qu'il a nié jusqu'au bout

Le gouverneur du Missouri et la Cour suprême ont rejeté une demande de clémence, malgré les doutes soulevés par l'association Innocence Project. Les témoignages contradictoires n'auront rien changé. Leonard Taylor, un Afro-Américain de 58 ans condamné à la peine capitale pour un quadruple meurtre qu'il a nié jusqu'au bout, a été exécuté lundi soir.

GUERRE AU SOUDAN :

Plus d'un million d'enfants ont été déplacés selon l'Unicef

Plus d'un million d'enfants, parmi lesquels 270.000 au Darfour, ont été contraints de fuir les combats meurtriers entre l'armée et les paramilitaires au Soudan, a indiqué l'Unicef, qui a évoqué un «cauchemar» pour ces mineurs «piégés» par le conflit.

ETATS-UNIS :

Un chef yakuza inculpé pour un trafic de matériel nucléaire

Takeshi Ebisawa est accusé de s'être associés avec Somphop Singhasiri pour notamment « vendre du matériel nucléaire à usage militaire ». Un membre des syndicats du crime organisé au Japon est dans le viseur de la justice américaine. Cette dernière a en effet annoncé samedi avoir inculpé un responsable d'une bande de yakuzas pour un trafic de matériel nucléaire provenant de Birmanie.

ALLEMAGNE :

Plusieurs élèves blessés dans une attaque

Plusieurs élèves d'un établissement scolaire de l'ouest de l'Allemagne ont été blessés lors d'une attaque dans l'enceinte de l'école jeudi matin, a indiqué la police qui a interpellé un suspect. Plusieurs médias ont évoqué une attaque au couteau commise contre ses camarades par un jeune de cet établissement de Wuppertal, une ville du bassin de la Ruhr.

Les shebabs frappent de nouveau au Kenya

L'est du Kenya a vu les attaques des shebabs se multiplier ces dernières semaines. L'attaque de mardi, dans laquelle huit policiers kényans ont été tués dans le comté de Garissa, frontalier de la Somalie, serait la dernière en date du groupe islamiste selon la police. Le véhicule des forces de l'ordre a été détruit par un engin explosif.

NAUFRAGE DE MIGRANTS EN GRÈCE :

Neuf Egyptiens arrêtés, soupçonnés d'être des passeurs

Parmi eux figure le capitaine de l'embarcation vétuste et surchargée, qui a chaviré avant de couler. Le naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes grecques qui pourrait avoir fait des centaines de morts. Neuf personnes de nationalité égyptienne soupçonnées d'être des passeurs ont été arrêtées en Grèce, d'après une source portuaire ce jeudi.